



UNIVERSITÉ PARIS II
PANTHÉON - ASSAS



CENTRE THUCYDIDE

—
analyse et recherche
en relations internationales

Cahier Thucydide n° 27

Les groupes jihadistes et les relations internationales :
contribution à une sociologie d'un acteur controversé

Le cas de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad

Yves Paul Mandjem

Etude – avril 2020

Cahiers Thucydide

Les textes mis en ligne dans le cadre des Cahiers Thucydide sont exclusivement diffusés sous cette forme. Ils ne font pas l'objet d'une publication papier parallèle. La série rassemble des études et recherches de caractère académique réalisées dans le cadre du Centre Thucydide depuis plusieurs années. Elle est appelée à être régulièrement enrichie de nouvelles études et recherches. Il s'agit pour une part de monographies rédigées par des membres du Centre, mémoires de Master ou thèses de Doctorat, pour une autre part d'Actes de colloques, enfin de Rapports de recherche réalisés pour des institutions publiques.

Les Cahiers Thucydide n'obéissent pas à une périodicité particulière. Sont mis en ligne les travaux qui en sont jugés dignes après leur rédaction et leur évaluation. Leur numérotation suit un ordre chronologique. Les analyses qui y figurent et les opinions qui y sont émises sont celles de leurs auteurs, et le Centre Thucydide n'en assume pas nécessairement la responsabilité. Ils sont librement ouverts à la consultation des utilisateurs du site « afri-ct.org ». Le Centre Thucydide remercie ceux qui les citent, quelle qu'en soit la forme, de mentionner leur source, avec la référence aux Cahiers et leur numéro d'ordre.

Liste des Cahiers Thucydide

- n°1 : L'instrumentalisation politique de la famine au Niger, 2004-2005
- n°2 : Doctrine du maintien de la Paix des Nations Unies : conditions de réussite des opérations de maintien de la paix
- n°3 : La Convention d'Ottawa, dix ans après
- n°4 : Christian Zionism and its Strategic Consequences for the United States, Israel and the Palestinians (en anglais)
- n°5 : La géopolitique de l'Arctique face au réchauffement climatique
- n°6 : Richesse énergétique et stabilité dans les pays en développement, de Port-Harcourt à Kashagan
- n°7 : Les Etats-Unis et « l'axe du mal » : étude d'une rhétorique des relations internationales
- n°8 : Stratégies gouvernementales pour le développement du nucléaire civil : pratiques françaises et américaines
- n°9 : Analyse, interprétation et conséquences des événements militaires en Géorgie (août 2008)
- n°10 : L'Afrique et les juridictions internationales pénales
- n°11 : La mise en place du Service européen pour l'action extérieure
- n°12 : Six mois à l'UNESCO
- n°13 : La France et le règlement de la question libyenne, 1945-1949
- n°14 : L'Union européenne et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies
- n°15 : La construction du concept d'« Amérique latine ». La France, les États-Unis et la latinisation du continent américain
- n°16 : Le Caire, l'Égypte, le Moyen-Orient : Français, Anglais et les autres (1940-1945)
- n°17 : Les projets de la Russie et de la Chine en Asie centrale : coopération – compétition
- n°18 : Surveiller ou punir. Embargos et sanctions à l'encontre de l'Irak de 1980 à 1998
- n°19 : Diplomatie arctique. Gouvernance par temps froid
- n°20 : L'usage du référendum dans les relations internationales
- n°21 : Les changements politiques en Pologne depuis 2015 : vers une démocratie autoritaire ?
- n°22 : Dix ans après son lancement, quel Partenariat oriental ?
- n°23 : La France au Conseil de sécurité pendant la crise en Irak : de la résolution 1441 (2002) à l'invasion de l'Irak
- n°24 : Historique et contexte de l'émergence de la secte islamiste Boko Haram au Cameroun
- n°25 : La bancarisation de l'Afrique par les téléphones mobiles : de nouveaux acteurs sur la scène financière mondiale ?
- n°26 : La peste noire au XIV^e siècle – Regards sur le passé à l'occasion de la pandémie du Covid-19
- n°27 : Les groupes jihadistes et les relations internationales : contribution à une sociologie d'un acteur controversé

Le **Centre Thucydide – Analyse et recherche en relations internationales** a été créé en 1999, dans le cadre de l'Université Paris II Panthéon-Assas. Le Centre est généraliste et se consacre aux relations internationales dans leurs diverses dimensions, ce qui se traduit par la publication, depuis 2000, de *l'Annuaire français de Relations internationales*, publié chaque année aux éditions Panthéon-Assas. Il organise, seul ou en partenariat, des colloques et conférences en France ou à l'étranger et conduit des projets de recherche académique ou appliqués qui donnent lieu à publication ou à diffusion restreinte. Il comporte une équipe d'une trentaine de chercheurs, doctorants ou docteurs. Il est équipé d'accueil pour les Masters Relations internationales et Justice pénale internationale de l'Université et pour les doctorants de l'Ecole doctorale Droit international, Droit européen, Relations internationales et Droit comparé. Créé par le professeur Serge Sur et dirigé par lui jusqu'en 2014, il est désormais sous la direction du professeur Julian Fernandez.

Adresse postale :

Centre Thucydide - Analyse et recherche en relations internationales
Université Paris II Panthéon-Assas, bureau 219
12, place du Panthéon, 75005 Paris

Site Internet : <http://www.afri-ct.org>

Résumé :

La scène internationale échappe désormais à tout bornage et est ouverte avec plus ou moins de succès à l'irruption de nouveaux acteurs au gré de configurations. Les groupes jihadistes, dont Boko Haram dans l'espace de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), font partie de ces acteurs « nouveaux » qui concourent au dépérissement des Etats, ruinent la fonction centrale de paix et de sécurité dévolue aux organisations internationales, modifient la doctrine militaire stratégique classique et commandent des agendas sécuritaires nouveaux et originaux (coalitions militaires, défense populaire, approche sécuritaire mixte, législations attentatoires aux libertés publiques, retour de l'« état d'exception, etc.), des habitudes et comportements nouveaux de la part des populations vivant dans les zones sinistrées, mais restent néanmoins globalement controversés. Cette réflexion procède de la caractérisation de Boko Haram, pour montrer que ce groupe djihadiste, doté d'une stratégie centrée sur la conquête territoriale et du pouvoir, est composé des combattants irréguliers animés par une « hostilité absolue », sans frontières et sans limites, nourrie par une forme fanatique donc sanguinaire de « théologie » ; ils sont appréhendés ici comme un ennemi, c'est-à-dire un acteur qui doit être anéanti pour reprendre Carl Schmitt. Comment appréhende-t-on Boko Haram sur la scène régionale ? Comment analyser et rendre compte du discrédit qui pèse sur lui et qui amène les autres acteurs à lui contester ce statut. L'analyse met l'emphasis sur la place des dynamiques identitaires même si elles ne sont pas les seules, dans le déclenchement de la conflictualité, les mobilisations collectives au niveau national et la construction des coalitions internationales contre les groupes djihadistes. Elle se nourrit du constructivisme et de l'interactionnisme symbolique notamment chez Becker et Goffman, pour montrer que la controverse autour du statut d'acteur de Boko Haram est plus le fait des interactions entre celui-ci et les autres acteurs de l'espace CBLT, interactions productrices de stigmates et d'étiquette négative, que de la capacité réelle de ce groupe à affecter par ses actions la distribution des ressources et la définition des valeurs dans la région. Elle est fondée sur une enquête de terrain, associée à l'analyse de contenu des discours et des communiqués et permet de dégager les perceptions et les représentations autour de cet acteur.

Mots clés : groupes djihadistes, relations Internationales, sociologie d'un acteur controversé, Boko Haram, étiquetage, stigmatisation, dynamiques identitaires.

Les groupes jihadistes et les relations internationales : contribution à une sociologie d'un acteur controversé. Le cas de Boko Haram¹ dans le Bassin du Lac Tchad (BLT)²

Prof. Yves Paul MANDJEM,
Agrégé de science politique,
IRIC-Université de Yaoundé II

La scène internationale échappe désormais à tout bornage (Merle, 1982, p. 3 ; 2006, p. 804 ; Badie, 2008). Elle est ouverte avec plus ou moins de succès à l'irruption de nouveaux acteurs au gré de configurations. Pendant longtemps, elle a été réservée aux entités pré-étatiques comme les cités et les villes, les empires, les régimes monarchiques et féodaux ainsi que les Églises, les congrégations religieuses et les mouvements tels les Templiers ou les Chevaliers de Malte, sans oublier les instances commerciales (la Compagnie orientale des Indes fondée en 1602) et financières comme les grandes banques italiennes. Puis, au XVII^{ème} siècle, l'État est devenu l'acteur international principal et l'est demeuré jusqu'à ce jour, malgré le fait que la notion d'acteur international n'a cessé de s'élargir. Les groupes jihadistes comme Al-Qaida et ses grandes branches locales : Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI)³, Al-Qaida pour la Péninsule Arabique (AQPA) au Yémen, Jabhat Al-Nusra ou le Front Al-NOSRA en Syrie,

¹ Connu officiellement sous le nom *Al-Sunna Wal Jamma* (« les Disciples du Prophète ») ou *Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad* (« Peuple dévoué aux enseignements du Prophète pour la propagation de l'Islam et la guerre sainte »).

² Je tiens à exprimer mes remerciements à mon collègue et ami, Abdoul-Aziz Yaouba, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire de l'islam et de l'islamisme dans le BLT.

³ Créé en 2006 après s'être affilié à Al-Qaida, il est issu du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien.

Al-Qaida en Afrique de l'Ouest,⁴ Al- Shabab⁵, et comme Daech ou l'Etat islamique (EI) et ses groupes satellites : Ansar Beit Al-Maqdis dans le Sinaï, Majilis Choura Chabab Al-Islam en Libye et Boko Haram dans l'espace de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)⁶, font partie de ces « nouveaux » acteurs qui ont fait une entrée fracassante et sanginaire dans l'actualité internationale (Luizard, 2015). Il ne se passe pas un jour sans que les groupes djihadistes dans une région quelconque du monde n'imposent à l'actualité la violence de leur propagande et de leur terreur, avec le flot de commentaires et d'interrogations, voire d'angoisses, qui accompagnent la perpétration de tels actes.

Les groupes jihadistes se distinguent des groupes terroristes. D'abord, parce que le terrorisme est un phénomène à la fois très ancien et très nouveau (Garapon, Rosenfeld, 2016, p. 1). Notion assez floue, le mot terrorisme doit être utilisé avec prudence car il est à la fois relatif et subjectif. Relatif, dans le sens où les terroristes d'hier peuvent devenir les dirigeants de demain, de même que les dirigeants d'aujourd'hui peuvent devenir les terroristes de demain⁷. Subjectif, car l'étiquette de « terroriste » est souvent utilisée pour discréditer l'adversaire et mettre en doute sa légitimité. Chaque Etat ou organisation internationale possède sa propre liste de groupes terroristes, celle-ci pouvant faire l'objet de débats (Cattaruzza, 2014, p. 38). Ensuite, même retenu comme son principal élément de caractérisation, les groupes jihadistes ne sauraient être réduits à leur mode d'action, à savoir, l'acte terroriste, puisqu'il est moins pernicieux pour nos sociétés modernes que la radicalisation jihadiste (Khosrokhavar, 2014) et à leur élan galvanisateur, la détermination des combattants jusqu'au sacrifice suprême (Mens, 2016, p. 137), sauf qu'elle ne nous dit pas pourquoi les combattants deviennent autant fanatiques. Toute tentative de définition de l'expression « groupes jihadistes » ne saurait faire l'économie d'un travail sociologique d'appréhension de la formation des groupes sociaux chez Edward P. Thompson (2012) et Luc Boltanski (1979). Les groupes jihadistes sont une formation sociale et culturelle résultant d'un processus historique : l'islamisme (Etienne, 2003, p. 45-55 ; Benhabib, 2012, p. 13). L'islamisme est une idéologie politico-sociale à

⁴ Créé en 2015, ce groupe est issu d'Al-Mourabitoune, né de l'alliance entre les Signataires du sang, un groupe créé en 2012 par l'Algérien Mokhtar BelMokhtar et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) fondé en 2011.

⁵ Groupe jihadiste somalien affilié à Al-Qaida en 2012 et qui tente désormais un rapprochement avec l'EI.

⁶ Les éléments de Boko Haram auraient combattu auprès d'AQMI et du MUJAO au Nord Mali en 2012 (Rapport ONU, 18 janvier 2012 ; Zenn, 2013). Boko Haram a fait allégeance à l'EI et a pris le 7 mars 2015 le nom de « Province (wilaya) d'Afrique de l'Ouest de l'EI ».

⁷ Les exemples de Yasser Arafat (dirigeant de l'OLP) et de Hashim Thaçi (premier ministre du Kosovo et ancien chef de l'UCK) illustrent le premier cas de figure, tandis que le second est représenté par Mohamed Morsi, premier président démocratiquement élu d'Egypte en juin 2012, et condamné à une peine de prison à vie (25 ans en Egypte) en 2016 pour avoir dirigé une « organisation terroriste », la confrérie des Frères musulmans.

caractère total, fondée sur une vision religieuse fondamentale (Larroque, 2014, p. 4). Ses bases doctrinales prennent racine dans la modernité, puis, à l'époque contemporaine, une nouvelle lecture politique de l'islam émerge : l'islamisme s'impose comme alternative politique à la vision occidentale de l'Etat importé. Cette idéologie demeure polymorphe dans ses bases doctrinales comme dans ses moyens d'action ou ses formes (Larroque, 2014, p. 5). Ces groupes sont « un phénomène historique, unifiant des événements disparates et sans lien apparent, tant dans l'objectivité de l'expérience que dans la conscience » (Thompson, 2012, p. 13). Le nouveau jihadisme présente certes des traits identitaires, mais il ne recrute pas exclusivement sur la base d'une identité pré-politique, l'appartenance à la religion musulmane (Garapon, Rosenfeld, 2016, p. 2). L'on pourrait en s'inspirant de Thompson se poser la question suivante : comment l'islamisme radical, propre à une population de tradition arabe et pratiquant l'islam, peut-elle réussir à enrôler autant de femmes que d'hommes, des personnes issues des classes moyennes que de classes défavorisées, ainsi qu'une forte proportion de convertis qui n'étaient guère prédisposés à se considérer comme membres de ces groupes. Ainsi, même composé en majorité des membres appartenant à l'ethnie kanuri, Boko Haram n'en comprend pas moins les membres des ethnies Haoussa et Fulani, et recrute des chrétiens. Le succès des groupes jihadistes auprès des personnes « apparentées » ou non à la religion musulmane est à rechercher dans l'endoctrinement religieux ; le sens communautaire développé par l'islamisme et une religion du désespoir. L'islamisme a participé au mouvement complexe de construction de l'identité jihadiste. Il aurait alors forgé une « communauté de substitution » pour les humiliés et les déçus de la civilisation occidentale. Il est une religion du désespoir, favorisant les accents de millénarisme. Les groupes jihadistes sont une construction endogène des islamistes du monde. Cette acception a le mérite de lever l'obstacle substantialiste et d'appréhender ceux-ci comme le produit d'un travail social de regroupement (et de recodage) qui a conduit, dans un processus historique, des agents relativement dispersés sous nombre de rapports à se rassembler autour d'un noyau déjà constitué socialement (les prédicateurs du jihad) et d'un nom, celui de « Boko Haram ou autre », et à se redéfinir en célébrant les propriétés communes et en refoulant les traits divergents (Boltanski, 1979, p. 633). Elle nous permet de relativiser la distinction stérile et peu féconde entre le groupe « Boko Haram » à l'agenda international relativement flou et Ansaru⁸, une faction ancrée dans la rhétorique jihadiste internationale, avec des actions

⁸ Encore appelé *Jama'atu Ansarul Musilimina Fi Biladis Sudan* (JAMBS) (L'avant-garde pour la protection des musulmans d'Afrique noire), ce groupe est créé le 26 janvier 2012, par Abu Usamatul Ansari. Certains voient même une troisième faction restée fidèle à AQMI.

tournées vers des objectifs globaux (Guibbaud, 2014, p. 142 ; Mens, 2016, p. 97). La formation des groupes est indissociable d'un processus d'unification symbolique qui a exigé l'accomplissement d'un travail de représentation : à l'origine, simple agrégat silencieux, le groupe s'est doté de représentations mentales associées au nom ; ses membres donnent à eux-mêmes et aux autres des représentations sociales du groupe ; enfin le groupe est parvenu à se faire représenter sur la scène nationale et internationale où se rejouent, dans un registre particulier comportant ses propres règles, une concurrence éliminatoire avec les autres acteurs.

Dans le cadre de cette réflexion, les groupes jihadistes sont des entités poursuivant un objectif idéologique composite : il s'agit de lancer le djihad global et d'appliquer la charia sur le territoire conquis qui deviendrait ainsi l'assise d'un Etat islamique (Dubuy, 2013, p. 37). Ils affirment leur dimension internationale⁹, se constituent un bastion de recrutement qui dépasse les frontières nationales et manifestent leur hostilité à l'influence et l'expansion de l'Occident ou de la modernité occidentale dans le monde. Boko Haram¹⁰, objet de notre investigation, s'inscrit dans la mouvance des groupes jihadistes à l'échelle macro-régionale, le BLT. La date exacte de l'émergence de ce groupe fait débat parmi les spécialistes. Les forces de sécurité nigérianes font remonter les racines du mouvement à 1995 quand Abubakar Lawan fonde une secte, la « *Ahlulsunna wal jma ah hijra* », à l'Université de Maiduguri. Mohammed Yusuf aurait ensuite repris la tête du groupe lorsqu'en 2002, Abubakar Lawan est parti en Arabie Saoudite pour poursuivre ses études. C'est sous le commandement de Mohammed Yusuf que la secte se serait alors métamorphosée en mouvement de plus en plus violent et revendicatif (de Montclos, 2012, p. 17). D'autres affirment que Boko Haram est un mouvement fondé en 2002 à Maiduguri, capitale de l'Etat fédéré de Borno dans le Nord-est du Nigeria, par Mohammed Yusuf, son leader spirituel (Yusuf, 2005). Boko Haram serait né dans une mosquée et une école coranique qui accueillaient de nombreux jeunes musulmans pauvres ainsi que des jeunes étudiants en rupture de scolarité. Au fil du temps, cette organisation s'est radicalisée et politisée. A l'origine, le groupe a pour objectif principal de renverser le pouvoir en place, d'établir un Etat islamique et de faire appliquer rigoureusement la charia dans les 36 Etats de la Fédération du Nigeria. Il confesse son opposition au gouvernement du Nigeria, accusé de défendre et de promouvoir l'idée d'un Etat laïc, et son hostilité à l'élite

⁹ Ils se distinguent des groupes pratiquant le jihad local ou nationaliste comme le groupe somalien *Hizbul Islam*.

¹⁰ De par son étymologie, « Boko Haram » signifie l'éducation occidentale est illicite. En effet, l'expression est composée de « BOKO » qui vient de « book », faisant référence à l'école occidentale et de « HARAM » qui en arabe, signifie « ce qui est interdit ».

politique jugée corrompue. Aujourd'hui, avec les débordements dans les Etats voisins, il envisage d'instaurer un Califat sans frontières (Baud, 2009, p. 62) hormis celles que vont lui imposer les limites de ses conquêtes territoriales.

Boko Haram dans l'espace CBLT (Njeuma, Malaquais, 2004, p. 23-41 ; Saïbou, 2010), fait partie de ces acteurs « nouveaux » dont la survenue transforme sans emporter l'adhésion du plus grand nombre, les relations internationales contemporaines. Les groupes jihadistes concourent au dépérissement des Etats, ruinent la fonction centrale de paix et de sécurité dévolue aux organisations internationales, modifient la doctrine militaire stratégique classique et commandent des agendas sécuritaires nouveaux et originaux. Ils redéfinissent les habitudes et comportements nouveaux de la part des populations vivant dans les zones sinistrées, mais restent néanmoins globalement controversés. Ils influencent également le désengagement des Etats de la lutte contre le terrorisme, soit en sanctionnant les Etats qui rallient la guerre (Guidère, 2016, p. 10), soit en promettant d'épargner des attentats terroristes, le territoire de ceux qui s'abstiennent de le faire. En témoignent les défections des Etats des coalitions guerrières ou leur refus de s'impliquer militairement dans lesdites coalitions (Irak, Afghanistan, etc.). Les menaces d'AQMI sur le rallye Paris-Dakar ont conduit à l'annulation de l'édition 2008 de cette compétition sportive et à son transfert définitif en Amérique latine. De même, le circuit du tour cycliste du Cameroun a été amputé des étapes des régions septentrionales et de l'Est du pays à cause des menaces dues à l'insécurité de Boko Haram et des groupes armés centrafricains.

Comment appréhende-t-on Boko Haram sur la scène régionale ? Si les acteurs régionaux et internationaux intègrent la réalité du groupe dans leurs nouvelles habitudes de défense et préoccupations de coopération, d'où vient-il que les discours et les analyses soient à sa négation et à l'annonce de sa défaite prochaine ? Or l'observation attentive de la dynamique des groupes jihadistes dans le monde et même au Nigeria, montre que ce sont des « phénix qui renaissent de leur cendre ». Comment analyser et rendre compte du discrédit qui pèse sur cet acteur et qui amène les autres acteurs à lui contester ce statut ?

L'un des problèmes fondamentaux de l'analyse internationaliste est celui de la désignation des « acteurs ». Mais, les transformations contemporaines des relations internationales ainsi que la mobilité et la fragilité inhérentes à la mondialisation (Corcuff, 2002 ; Bauman, 2017) attestent de l'avènement d'une zone de « turbulences » (Rosenau, 1990), relativisant la scène

internationale comme un « système clos ». La ségrégation catégorielle des acteurs des relations internationales initiée par le droit (Kolb, 2013, p. 77-78 ; Sur, 2013, p. 4-13), la pratique diplomatique (Badie, 2008, 2014, 2016) et programmée par les théories réalistes (Virally, 1976, p. 530 ; Battistella et al., 2006), milite en faveur d'une entrée filtrée ou d'une disqualification fonctionnelle et/ou relationnelle de nouveaux acteurs sur la scène internationale (Sjöstedt, 1977 ; Bretherton, Vogler, 1999 ; Jupille et Caporaso, 1998) ; en témoigne le débat sur l'admission de l'Union européenne comme véritable acteur des relations internationales (Richard, Van Hamme, 2013, p. 15-31). En relations internationales, un acteur est davantage défini à partir de sa capacité d'action et d'influence internationale. Les acteurs sont « les entités dont l'action dépasse le cadre des frontières d'un Etat et qui donc participent activement aux relations et communications traversant les frontières » (Brailard et Djalili, 1988, p. 30). Notre définition opératoire de l'acteur l'entend comme « toute entité dont les actions transfrontalières affectent la distribution des ressources et la définition des valeurs à l'échelle planétaire » (Marie-Claude Smouts et alii., 2006, p. 1). Boko Haram est un groupe jihadiste doté d'une stratégie centrée sur la conquête territoriale et du pouvoir. Cette force émergente de dissolution des souverainetés (Badie, 2008) est composée des combattants irréguliers animés par une « hostilité absolue », sans frontières et sans limites, nourrie par une forme fanatique donc sanguinaire de « théologie » (Monod, 2016, p. 1), avec pour objectif de créer un Etat islamique. Cette acception a le mérite de combiner l'autonomie et l'identité dans l'appréhension de l'acteur, de sortir des caractérisations paresseuses (acteurs illégaux, menace complexe), et de ne pas disqualifier les autres acteurs non étatiques de la détention d'un projet mobilisateur et organisateur, à moins de considérer que celui-ci doit toujours rechercher la protection et le bien-être de la grande majorité des individus dans le monde (Etats, coalitions d'ONG, des firmes multinationales). Les groupes jihadistes peuvent être crédités d'une capacité de mobilisation et de ralliement des individus et des groupes autour du projet fédérateur, lorsqu'ils rassemblent par la convergence d'une idéologie et d'une méthode (Benhabib, 2012 ; Sur, 2013, p. 6). La montée en puissance des groupes jihadistes consacre l'avènement du paradigme de rupture à travers lequel les individus investiraient, comme jamais auparavant, des références identitaires islamistes (de Senarclens, 2006, p. 749).

L'analyse situe la puissance et l'impact de l'action de Boko Haram sur les relations internationales. La réflexion sur les groupes jihadistes comme acteur des relations internationales s'arrête de manière particulière sur la reconnaissance (*recognition*), en d'autres termes le fait que les autres acteurs acceptent d'interagir avec l'acteur considéré (Sjöstedt,

1977 ; Jupille et Caporaso, 1998). De toute façon, l'interaction étant garantie par l'émergence de « l'intrus » Boko Haram, qu'elle soit pacifique ou conflictuelle, l'essentiel se trouve dans la manière dont cet acteur est perçu par les autres acteurs et l'impact de cette perception sur les représentations qu'ils se font de lui. Il est appréhendé comme un ennemi, un acteur qui doit être anéanti pour reprendre Carl Schmitt (1992).

L'analyse met l'emphasis sur la place des dynamiques identitaires même si elles ne sont pas les seuls, dans le déclenchement de la conflictualité, les mobilisations collectives au niveau national et la construction des coalitions internationales contre les groupes djihadistes. Notre démarche se nourrit du constructivisme réaliste et de l'interactionnisme symbolique notamment chez Becker et Goffman. Le constructivisme réaliste permet de dépasser l'objectivisme du réalisme, purement porté par la puissance, et d'insister sur le rôle des structures intersubjectives comme les cultures, les systèmes de croyances, les idées, les valeurs et surtout les identités dans la vie internationale (Barkin, 2003, p. 325-342 ; Vennesson, 2005, p. 527-548 ; Lindemann, 2008). L'interactionnisme symbolique se donne à voir comme un cadre théorique distinctif et innovant (Lacaze, 2008, p. 183-199) pour penser l'interaction entre Boko Haram et les autres acteurs de l'espace CBLT, avec l'introduction de concepts sensibilisateurs comme ceux de la réaction sociale de ces derniers face à l'identité déviante du premier. Les groupes jihadistes sont des acteurs déviants en raison de l'étiquette de « barbare » qui leur est appliquée avec succès par les autres acteurs ; le « comportement déviant est le comportement que les autres stigmatisent comme tel » (Becker, 1985). Boko Haram est stigmatisé parce qu'il possède un attribut social (de groupe barbare et obscurantiste) qui le discrédite dans ses rapports avec les acteurs dominants du BLT (Goffman, 1975 ; Badie, 2016). L'apport de l'interactionnisme symbolique est de montrer que la controverse autour du statut d'acteur de Boko Haram est plus le fait des interactions entre celui-ci et les autres acteurs du BLT, interactions productrices de stigmates et d'étiquettes négatives, que de la capacité réelle de ce groupe à affecter par ses actions la distribution des ressources et la définition des valeurs dans la région. Cette recherche se fonde sur une enquête de terrain, associée à l'analyse de contenu des discours et des communiqués pour tenter de dégager les perceptions et les représentations autour de cet acteur. Faire une sociologie de l'« actorité » de Boko Haram dans le BLT consiste d'abord à analyser la formation de ce groupe jihadiste comme acteur des relations internationales avant d'esquisser une problématisation de celui-ci comme un acteur controversé.

I. La formation de Boko Haram comme acteur des relations internationales dans le BLT.

L'émergence de Boko Haram dans le BLT a souvent été présentée comme une création délibérée d'un illuminé (de Montclos, 2012 ; Guibbaud, 2014, Koungou, 2014), alors qu'elle est un processus historique, conflictuel, involontaire et largement inconscient, conduit dans le désordre des affrontements, des compromis et de l'imaginaire par la masse des anonymes (Bayart, 2004, p. 10). Elle est donc un processus actif mis en place autant par les acteurs que par les circonstances historiques particulières. L'analyse de Boko Haram comme acteur des relations internationales dans le BLT passe par la mise en lumière des facteurs présidant à sa constitution comme acteur avant de débusquer ses éléments de caractérisation et d'influence.

A. Les facteurs présidant à la constitution de Boko Haram comme acteur dans le BLT

La constitution de Boko Haram comme acteur des relations internationales dans le BLT est plus ou moins influencée par de nombreux facteurs. Par facteurs, il faut entendre l'ensemble d'éléments contribuant à un résultat. Dans le cadre de cette réflexion, il s'agit de tout ce qui influence ou provoque la survenance du groupe jihadiste Boko Haram, mais aussi sa constitution comme acteur des relations internationales dans la région. L'analyse des facteurs présidant à la constitution de Boko Haram comme acteur des relations internationales permet à la fois de dévoiler le Nigeria comme terre d'élection, de développement et de diffusion d'un islamisme politique dans le BLT et mettre en lumière les facteurs d'internationalisation du groupe Boko Haram dans la région.

1. Le Nigeria : terre d'élection, de développement et de diffusion d'un islamisme politique ouvert, synthèse et radical dans le BLT

Souvent associé au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud, la référence au jihad n'est pas nouvelle au sud du Sahara (Triaud, 1998 ; Otayek, 1993) et au Nord du Nigeria (de Montclos 2012 ; Guibbaud, 2014). En effet, l'historicité de l'expansion de l'idéologie jihadiste en rapport avec le groupe Boko Haram dans le BLT ne peut ignorer l'importance du Nigeria en tant que principal foyer de diffusion de l'islamisme politique dans la région. Historiquement, ce pays s'est donné à voir comme une terre d'élection et de développement des islamismes (Triaud et Kane, 1998), mieux d'un islamisme composite, ouvert au dialogue, produit de synthèse, attentif à la mouvance radicale.

L'islam est implanté de longue date au Nigeria¹¹. Cependant, les analyses portant sur l'émergence des groupes jihadistes au Nigeria l'ont souvent enfermé dans une chronologie qui prend pour point de départ la naissance de l'insurrection d'un groupe islamiste radical sectaire et millénariste, Maitatsine (« celui qui maudit ») sous l'égide d'un jeune prédicateur camerounais, Muhammad Marwa, à Kano au nord du pays dans les années 1980, contre le pouvoir central, portée par l'injustice sociale et la misère (Isichei, 1987 ; Adesoji, 2010, 2011). Le démantèlement du groupe de Maitatsine et sa dilution en de petits groupes isolés dans les Etats du Nord s'accompagnent de leur fusion en 2000 sous le nom des « Talibans nigériens ». Ces derniers revendiquent l'imposition de la Charia dans la partie Nord de la fédération et rejettent l'influence pernicieuse de la culture occidentale sur la société. Ce groupe reste actif, notamment dans l'Etat de Borno jusqu'en 2004, avec sa dissolution par les forces de sécurité nigérianes. A l'origine, l'audience de Boko Haram aurait en partie été constituée de mécontents de ce groupe dans l'Etat de Borno (Koungou, 2014, p. 22). Pourtant, tout en reconnaissant en partie la véracité de cette séquence historique, l'on ne saurait manquer de rappeler que le jihad a été régulièrement invoqué dans l'histoire du Nigeria, mais dans un cadre régional ou local. Ainsi, au XIX^{ème} siècle, l'avènement de l'islam dans les royaumes Haoussa au nord du Nigeria, initié par un célèbre professeur Fulani, le Cheikh Uthman Dan Fodio, soufiste à la réputation établie¹², prédicateur d'un islam purifié des pratiques ancestrales, coïncide avec la proclamation du jihad dans cette région du pays contre les élites locales haoussa que ce dernier jugeait corrompues et infidèles (Markovitz, 1977, p. 44 ; Olomjobi, 2013, p. 4). Dan Fodio parvint à fonder un califat¹³ qui ne fut vaincu que par la colonisation britannique en 1903, mais dont le souvenir est aujourd'hui invoqué par Boko Haram (Mens, 2016, p. 93). L'on peut valablement constater que depuis cet épisode fondateur, l'islam politique encore appelée l'islamisme (Benhabibb, 2012, p. 13) est, de toutes les époques, de tendance réformatrice ou révolutionnaire (de Montclos, 2012, p. 5) au Nigéria. Les protestations islamistes dans ce pays relèvent de l'islamisme politique parce qu'ils tentent d'« utiliser l'islam pour réformer les systèmes institutionnels et les modes socioculturels d'un ensemble géopolitique donnée » (Migaux, 2008, p. 825), et de l'islamisme combattant ou activiste parce qu'ils recourent à la violence pour atteindre son but (*Ibid*, 2008,

¹¹ Le premier enregistrement de l'Islam au Nigeria remonte à 1096 dans la région du Bornou au nord du pays (Olomjobi, 2013, p. 1-3).

¹² Le soufisme est une forme d'islam qui pratique la méditation, cherche le salut dans l'extase et où l'enseignement religieux est assuré par un Cheikh charismatique et parfois mystique. Les confréries soufies au Nigeria sont essentiellement composées de la Qadiriyya et la Tijaniyya.

¹³ Entre 1804 et 1808, il constitue le plus grand empire d'Afrique, l'empire de Sokoto, une véritable logocratie dont le territoire s'étendant jusque sur le nord de l'actuel Cameroun.

p. 825). L'émergence de l'islamisme politique en Afrique subsaharienne en général et au Nigeria en particulier, coïncide avec la montée en puissance d'un mouvement réformiste de type wahhabite¹⁴ qui prend son essor dans les années 1950 avec la ferme volonté de mettre un terme à l'« *africanisation de l'islam* » (Robinson, 2010, p. 75-90). L'« anti-confrérisme » considéré comme l'une des bases du fondamentalisme islamique en Afrique sub-saharienne (Guibbaud, 2014, p. 47), est un mouvement qui ambitionne de débarrasser l'islam de certaines innovations maléfiques – par exemple les cultes africains locaux, qui lui donnent une obédience « maraboutique » ou « confrérique », avec notamment des représentations religieuses très visuelles et la confession d'amulettes et de talismans (Robinson, 2010, p. 79), afin de rétablir l'orthodoxie religieuse, l'application à la lettre du Coran. Le courant wahhabite a lui-même inspiré quelques groupes fondamentalistes plus radicaux qui émettent des revendications politiques et développent un islamisme politique, à l'instar du mouvement wahhabite Izala¹⁵ et la « Communauté des traditionnalistes »¹⁶. Parallèlement au mouvement réformiste nigérian d'obédience sunnite, une mouvance révolutionnaire chiite apparaît en 1979 portée par le régime iranien issu de la révolution¹⁷. L'on peut à cet égard faire mention de La *Islamic Society of Nigeria (yan schi'a)* d'Ibrahim el-Zakzaky qui promeut la vision d'un islam plus impliqué dans la vie politique afin de provoquer une révolution islamique nigériane et d'un groupe dissident fondé à Kano en 1994 par Abubakar Mujahid, le Mouvement pour le réveil de l'islam (*Ja'amutu Tadjidmul Islami*). Les Frères musulmans complètent cette liste des islamistes « modernes » et républicains qui étoffent l'entreprise de reconstruction de la dynamique de l'islamisme politique au Nigeria.

L'analyse de la formation de Boko Haram comme groupe jihadiste se doit de se prémunir de deux illusions. D'abord, l'illusion de la rupture radicale qui pourrait enfermer Boko Haram dans l'ère des « temps nouveaux », marquée par l'émergence de « nouveaux phénomènes » au Nigeria alors que ce groupe semble s'inscrire dans la continuité des groupes islamiques

¹⁴ Sur le wahhabisme, lire (Larroque, 2014, p. 20-23).

¹⁵ La faction salafiste des « Eradicateurs » (Izala) est le mouvement réformiste le plus connu fondé à Jos en 1978 par le grand *Qadi* du Nord, Ismail Gumi. Il existe également le groupe *Da'wa* d'orientation islamique qui dénonce les innovations dans la religion musulmane.

¹⁶ Encore connue sous le nom *Ahl as-Sunnah wa al-Jama'a*, ce groupe serait apparu à Kano, au moment où des manifestations populaires célébraient les attentats d'Al Qaida contre les tours du World Trade Center à New York en 2001 (de Montclos, 2012, p. 6).

¹⁷ Les sunnites suivent la Sunna, c'est-à-dire la voie que le prophète a tracée à l'usage des générations futures et respectent la tradition du Prophète, depuis les origines (Rougier, 2008, p. 3). Ils constituent la majorité de la population musulmane nigériane. Les chiites quant à eux, se sont opposés à la succession originelle et ont choisi de suivre Ali. Ils ne reconnaissent pas la Sunna et considèrent que l'Imam est la source unique de l'autorité spirituelle et temporelle de l'islam (Larroque, 2014, p. 9).

nigériens. Il partage avec eux la stratégie qui consiste à se saisir de la bannière de l'islam pour contester et réformer les systèmes politiques en mal de gouvernance, et de présenter la Charia comme la base juridique de cet ordre politique nouveau plus juste et équitable qu'il voudrait promouvoir. Ensuite, l'illusion de la segmentation du groupe Boko Haram qui accrédite la thèse querellable d'un groupe affaibli parce que déchiré par dissensions idéologiques entre factions arcqueboutées sur le sens à donner au jihad (Guibbaud, 2014, p. 142 ; Mens, 2016, p. 97). Pourtant, cette dernière illusion est un obstacle épistémologique car, toute analyse sociologique du groupe nous apprend que celui-ci n'a jamais été une entité naturelle et homogène ; il s'agit toujours d'un agrégat, mieux il est le produit d'un travail social de regroupement (et de recodage) qui a conduit, dans un processus historique, de petits groupes relativement dispersés sous nombre de rapports à se rassembler autour d'un noyau déjà constitué socialement (de prédicateurs du jihad comme Abubakar Lawan, Mohammed Yusuf, Abubakar Shekau ou Cheikh Abou Mosab al-Barnaoui¹⁸) et d'un nom, celui de « Boko Haram ou autre », et à se redéfinir en célébrant les propriétés communes et en refoulant les traits divergents. La désagrégation est un élément important à prendre au sérieux dans l'analyse de la dynamique des groupes jihadistes. Toutefois, désagrégation ne rime pas toujours avec affaiblissement ; les luttes de leadership et les conflits de sens étant un fait banal de la vie des groupes. Elle peut être un élément test de la maturation d'un groupe, et parfois, elle rime avec stratégie car, elle peut participer d'une division interne raisonnée au sujet du sens du jihad, mais aussi d'un partage des rôles pour mieux animer les différents territoires du jihad. D'ailleurs, le jihadisme possède trois variantes souvent réunies sur le même terrain : interne (qui combat les régimes musulmans considérés comme impies); irrédentiste (qui se bat pour délivrer un territoire gouverné par des non Musulmans ou sous occupation); et globale (qui combat l'Occident et tout ce qui s'y rapporte). La dissonance orchestrée par les différentes factions de Boko Haram, à un moment donné de la conjoncture historique, n'empêche pas une résonance commune, la poursuite du jihad qu'il soit local ou global. Dans cet ordre d'idées, la montée en puissance de la figure du Cheikh Abou Mosab al-Barnaoui, ancien chef militaire de Boko Haram, comme le nouveau chef du groupe en août 2016, s'expliquerait en partie aussi par l'affaiblissement du chef Abubakar Shekau, que certaines sources présentaient comme

¹⁸ Dans une publication datée du 2 août 2016, l'EI a nommé le cheikh Abou Mosab al-Barnaoui comme « Wali (chef) sur l'Afrique de l'Ouest » (AFP, 2016).

blessé à l'estomac, et par les rumeurs restées longtemps non démenties de sa liquidation par les forces armées nigérianes ou tchadiennes¹⁹.

L'analyse de la formation de Boko Haram comme groupe jihadiste l'inscrit dans un mélange de continuité et de discontinuité d'avec les groupes islamistes nigériens qui lui ont précédé. La formation d'une identité nouvelle, elle-même toujours dynamique, provient du fait que bien qu'il récupère les réseaux des Izala pour gagner les fidèles dans les Etats voisins du Borno, Boko Haram se distingue des autres groupes jihadistes nigériens. Ce groupe sunnite se spécifie des « chiïtes » d'Ibrahim el-Zakzaky, à qui, il reproche de manière véhémement le fait « de refuser la sunna et de suivre la voie des 12 imams » (Yusuf, 2005). Contrairement à Maitatsine, depuis la création de Boko Haram, aucun des leaders du Groupe ne s'est autoproclamé prophète. Boko Haram est un groupe anti-confrérique. A cet effet, il combattait la confrérie Tijaniyya qui a subverti la pratique religieuse en commandant à ses adhérents de se prosterner plutôt devant leur cheikh Dahiru Bauchi et paradoxalement, épargnait la confrérie Qadiriyya, à laquelle appartenait Uthman Dan Fodio, moins importante en termes d'adhérents et plus orthodoxe sur le plan religieux²⁰. Dans la formation de son identité de groupe jihadiste, il est important de relativiser la qualification de Boko Haram comme un groupe syncrétique, en prenant au sérieux le poids des séquences historiques et l'équation personnelle des différents leaders de ce groupe. Au lendemain de sa création, le premier Boko Haram sous le leadership de Mohammed Yusuf se cherche une audience, veut éviter les conflits avec les groupes islamistes existants, et est prêt à tout compromis légitimateur. Dès lors, bien qu'étant d'essence religieuse, il s'est d'abord agi d'un mouvement de révolte sociale et politique marqué davantage par une logique de désobéissance et de confrontation avec les représentants d'un Etat « laïque »²¹. Celui-ci, contrairement au groupe de Maitatsine, n'a pas complètement rejeté la modernité occidentale. C'est à ce titre, qu'il n'hésite pas à transiger avec les autorités politiques du Bornou, acceptant de participer à un comité gouvernemental sur la charia en 2000 et faisant nommer un fidèle au ministère des Affaires religieuses en 2003 (de Montclos, 2012, p. 6). D'ailleurs, l'un des seuls conflits qui l'oppose au cheikh Jafar Adam, un salafiste de la « Communauté des traditionnalistes » à Kano, et dont le point de

¹⁹Abubakar Shekau n'a jamais été officiellement démis de ses fonctions de leader. De plus, dans son entretien du 2 août 2016, Al-Barnaoui ne fait aucune référence claire au sort du chef reconnu du mouvement jihadiste. Ce qui laisse penser que soit Al-Barnaoui ne voulait pas heurter le chef charismatique de Boko Haram, soit alors ce dernier était dans l'incapacité de commander ou mort.

²⁰ Depuis 1803, la Qadiriyya incarne en effet l'esprit révolutionnaire du Jihad de ce dernier.

²¹ Les cibles religieuses, quant à elles, n'apparaissent que très tardivement sous l'ère du deuxième Boko Haram avec le leadership d'Abubakar Shekau.

discorde porte sur les mérites du modèle démocratique occidental et de la participation à un gouvernement « laïque », lui sera fatal²² et signera son retour à la violence après la « traversée du désert » entre 2005 et 2006²³. Il n'en sera pas de même de l'identité du groupe avec les leaderships des cheikhs Abubakar Shekau en 2009 et Abou Mosab al-Barnaoui en 2016.

L'avènement d'Abubakar Shekau, ex-numéro deux et ancien bras-droit de Yusuf, à la tête du groupe coïncide avec la radicalisation et le choix indifférencié des cibles militaires et civiles, musulmanes et chrétiennes. Cependant, cette étape succède à la phase de construction idéologique du groupe. Si certains auteurs présentent l'« anti-lettrisme » de Mohammed Yusuf, en raison de ces multiples échecs prématuré à l'école primaire et cuisant dans le cursus coranique saoudien, comme un facteur qui explique son basculement vers l'idéologie salafiste, il faut préciser la critique que ce dernier formule à l'égard des théories des sciences naturelles (darwinisme en biologie, théorie du big bang) et des sciences sociales (la révolution copernicienne, l'existentialisme en philosophie et le complexe d'Œdipe) (de Montclos, 2012, p. 8 ; Badjeck, 2014, p. 28), ne manque pas d'érudition. Aussi, le revirement du deuxième Boko Haram sous le leadership d'Abubakar Shekau vers la terreur est généralement justifié par la conjugaison de la faible épaisseur théologique et de l'inconsistance stratégique de ce dernier par rapport à son prédécesseur. La régularité d'un tel argument spécieux pour expliquer la montée en puissance d'un groupe jihadiste au Nigeria est vite démentie par la réalité car, seul un érudit est capable de subvertir avec succès le coran et l'on ne saurait occulter l'évidence que c'est sous le leadership d'Abubakar Shekau, que Boko Haram est devenu l'une des rébellions les plus violentes de la planète. Par la suite, plusieurs autres facteurs vont aider à la régionalisation et à l'internationalisation du groupe jihadiste

2. Les facteurs d'internationalisation du groupe jihadiste

L'analyse des facteurs d'internationalisation de Boko Haram ne peut faire l'économie de l'échange entre les facteurs historiques et les facteurs conjoncturels. S'agissant des premiers facteurs, il est important de prendre au sérieux la trajectoire d'implantation et d'expansion de

²² Cheikh Jafar Adam avait publiquement dénoncé les déviances doctrinaires de Boko Haram et chassé de sa mosquée des jihadistes qui furent ensuite arrêtés par la police. Boko Haram interdisait formellement à ses fidèles de trouver un emploi dans la fonction publique, au prétexte que cela les aurait obligé à couper leurs barbes, et récusait l'Etat laïque comme une innovation.

²³ Accusé d'être un informateur, Jafar Adam avait été assassiné à Kano en 2007, vraisemblablement par des fidèles de Mohammed Yusuf.

l'islam dans les pays du Bassin tchadien (Zeltner, 1997)²⁴ et l'influence politique et religieuse du califat de Sokoto, Etat situé dans l'actuel Nord du Nigeria sur les peuples du BLT. Sur le plan historique, outre le fait que les visées expansionnistes de Tripoli s'étendront jusqu'au sud du Sahara, il est intéressant de souligner l'influence politique et religieuse du plus grand jihad mené jusqu'alors en Afrique de l'Ouest à l'origine du califat de Sokoto. Certes, l'islam se répand autour du BLT en provenance d'Afrique de l'Ouest avant la révolution entreprise par le réformateur régional de l'islam, Dan Fodio. Il est surtout le fait des dirigeants du Bornou, Wandala et Baguirmi qui, au XVIII^e siècle, exercent une influence politique et religieuse sur les peuples au nord de la Bénoué en les organisant en systèmes politiques centralisés et en les gouvernant en greffant la loi islamique, la Charia, aux coutumes judiciaires locales. De plus, la dynamique de peuplement du Nord-Cameroun, composé en majorité des immigrants peuls ou Fulbé et leur stratégie d'essaimage à des fins de maillage territorial ou de recherche des pâturage, expliquent en partie l'expansion de l'islam par les peuls et les Toucouleur, considérés comme les premiers à se convertir à la religion du prophète. Ces derniers vont entreprendre, à partir de 1804, sous l'influence du califat de Sokoto, et de son « Etat pivot », l'émirat de Yola, le jihad contre les dirigeants Haoussa et Bornou (Njeuma, 1989, p. 19). Dans le bassin tchadien, le jihad poursuivait des buts à la fois politiques et religieux. Sur le plan politique, il s'agissait d'instituer un gouvernement dirigé par les musulmans en accord avec les pratiques islamiques afin de protéger des droits des musulmans qui vivent sous le règne des « infidèles » et de renforcer l'orthodoxie par l'approfondissement et l'extension du savoir religieux par des masses et leur adhésion à la foi musulmane. Avec le jihad, la préférence était accordée à l'investiture en vue du leadership des lettrés musulmans. Même longtemps après les indépendances, dans l'espace du BLT, tout prétendant au respect et à la dignité de lettrés musulmans, de savants ou « Modibo », a l'obligation préalable d'être consacré par les écoles et autres académies de théologie islamique au Nigeria. Maiduguri est présenté non seulement comme une terre privilégiée et choisie d'enseignement et d'apprentissage de l'islam en Afrique de l'Ouest et centrale²⁵, mais aussi un carrefour d'échanges avec le monde arabo-musulman.

²⁴ Ces « Etats » sont le Bornou, le Kanem, le Wadday, le Sultanat de Marwa, le Wandala plus connu sous le nom de Mandara, le Baguirmi.

²⁵ Au début du développement de l'idéologie de Boko Haram, des ministres tchadiens se déplaçaient jusqu'à Maiduguri, écouter les prêches du leader Mohammed Yusuf. Entretien réalisé à Maroua, capitale de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, en juillet 2017.

Concernant les facteurs conjoncturels, ils ont trait à la répression à l'origine de la radicalisation de la sédition contre l'Etat nigérian et les Etats du Bassin du Lac Tchad, à un contexte international favorable exerçant un effet miroir sur adeptes de Boko Haram et à la recherche des moyens en vue de la survie ou la consolidation du groupe.

Historiquement, la répression des groupes jihadistes (GSPC, Talibans, Al-Qaida, AQPA, Front Al-NOSRA, Al-Shabab, EI, etc.) est à l'origine d'une forme de sédition contre l'Etat et paradoxalement accroît l'audience desdits groupes. Le jihad qui a permis la construction du califat de Sokoto n'a pu être réalisé qu'après que Dan Fodio et ses partisans se soient remis de la répression organisée par le roi de Gobir, Yunfa, et soient revenus à la charge après une brève période d'exil²⁶. Si l'on se réfère à la théorie de la sédition chez Hobbes (2006, p. 178-187), on peut montrer comment l'Etat nigérian a été en partie détruit, par une sorte de maladie ou un désordre des humeurs. La répression d'Etat est une incitation sélective à rejoindre un groupe révolutionnaire (DeNardo, 1985 ; Mason, 1989, p. 467-492), surtout lorsque les conditions locales déterminent depuis toujours et en grande partie les buts des jihadistes. La répression de Boko Haram organisée par le régime politique nigérian, et qui a entraîné la mort de Mohammed Yusuf, le 30 juillet 2009, durant sa garde à vue, après une période d'hibernation jusqu'en août 2011, a provoqué la radicalisation du groupe, s'est traduit par la brutalisation de la société avec une transnationalisation de l'espace de lutte, et par la recentralisation de celui-ci autour de la personne d'Abubakar Shekau²⁷.

La réorganisation conjoncturelle normale de Boko Haram avec l'avènement du leadership de Shekau s'accompagne d'un redéploiement stratégique de ce groupe²⁸. Le contexte international aidant, le monde semblait dorénavant se désorganiser à partir des logiques jihadistes. La prolifération des groupes jihadistes en Afrique et de part et d'autre, dans le monde rendait possible la diffusion des modèles, la quête des nouveaux agendas et des soutiens internationaux. Shekau s'est depuis toujours ouvert à l'extérieur et a développé un réseau de relations au sein d'autres groupes jihadistes. Mamman Nur est crédité d'avoir apporté au groupe, les techniques de négociation pour la libération des otages, mais aussi d'avoir contribué à la sophistication des méthodes, des modes opératoires et l'introduction de

²⁶ Pendant son exil à Gudu, Dan Fodio est proclamé « *Sarkin Musulmi* », c'est-à-dire roi ou chef des musulmans. Ses partisans assimilent ce périple à celui de Mahomet quand il quitta La Mecque pour Médine.

²⁷ Réputé radical et violent, l'homme est coutumier de déclarations médiatiques fracassantes et apparaît toujours en treillis militaire, une kalachnikov en bandoulière ou à la main.

²⁸ Présenté par certains comme une fragmentation de celui-ci, en une branche historique dirigée par Shekau, une cellule internationale dirigée par Mamman Nur, d'origine tchadienne, et qui était jusqu'en 2009 le numéro trois du groupe et la dissidence d'Ansaru (Tran Ngoc, 2012, p. 4).

nouvelles cibles au sein de ce groupe, tel que l'attentat-suicide contre un bâtiment des Nations Unies le 26 août 2011. Ses capacités, il les aurait acquises lui et ses partisans, dans les camps d'entraînement d'Al- Shabab, à la suite de la répression de 2009, puisqu'il est soupçonné de s'être réfugié en Somalie. Nur est soupçonné d'avoir permis au groupe de tisser des liens transnationaux, notamment avec les autres groupes jihadistes en Afrique : Al- Shabab et AQMI (Tran Ngoc, 2012, p. 5) et dans le monde : EI.

D'un agenda nigérian, Boko Haram est avec le temps et en fonction des conjonctures, devenu un groupe transnational. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer des débordements au-delà des frontières nigérianes. Outre, la répression du groupe en 2009, les faibles capacités militaires et la géopolitique des religions au Nigeria qui empêchent aux membres de ce groupe de progresser à l'intérieur du pays, il faut prendre au sérieux la recherche de relais externes et le problème de ravitaillement de toute nature. Mettre les troupes en mouvement, permet au groupe jihadiste de se ravitailler et se nourrir (vol du bétail, rapt des biens, prises d'otages, développement de l'industrie du kidnapping, etc.). Le recrutement au sein du groupe s'opère en grande partie au Nigeria, dans les pays riverains du BLT. Mais certaines recrues viennent du Soudan. Les recrues sont des acteurs importants dans la stratégie de débordement du groupe au-delà des frontières nigérianes. Elles vont devenir les artisans de l'expansion de celui-ci dans les pays frontaliers, en aidant par exemple à la planification et à la perpétuation des attaques dans ces pays. Il est à cet effet intéressant de mentionner que le Califat comme forme d'organisation politique et territoriale sans frontières est une fiction qui produit des effets de réalité. C'est une construction imaginaire qui prend corps avec les conquêtes territoriales et s'éclipse lorsque les partisans du groupe sont défaits, comme quand la capitale de ce Califat fut provisoirement créée à GWOZA après la défaite militaire des autorités locales fidèles aux autorités nigérianes. Raison pour laquelle ses limites virtuelles peuvent faire l'objet d'investissements intéressés de la part des acteurs politiques dans leur stratégie de conquête et d'accession au pouvoir. La stratégie du complot interne évoquée çà et là au Cameroun, y compris par les hautes autorités de la République (le Président de l'Assemblée nationale du Cameroun), pourrait s'expliquer non seulement par le fait de vouloir exorciser l'ennemi interne et porter un coup fatal à un adversaire local²⁹, mais aussi par celui que la montée en puissance du groupe au Nigeria aurait pu ouvrir une fenêtre d'opportunités aux acteurs politiques camerounais. Ce qui atteste de l'existence d'un lien de

²⁹ Le duel Cavaye Yeguie Djibril et Amadou Ali.

causalité socio-historique entre l'imaginaire du « complotisme » national ou régional et les représentations sociales autour de Boko Haram comme facteur déstabilisant.

B. Boko Haram : éléments de caractérisation et d'influence

L'affirmation de Boko Haram comme acteur des relations internationales reste tributaire, bien que contestée par certains aujourd'hui en raison de sa fragmentation qui lui est fatale et de son affaiblissement par la Force Multinationale Mixte mise en place dans le cadre de la CBLT, de sa « capacité d'action et d'influence internationale ». Cette perspective analytique a le mérite de mettre en exergue ses éléments de caractérisation et d'influence.

1. Les éléments de caractérisation de Boko Haram

Le groupe Boko Haram en tant qu'acteur des relations internationales dans l'espace CBLT a réussi à combiner les critères de l'autonomie (malgré l'allégeance à AQMI, puis à l'EI) et de l'identité jihadiste. L'autonomie de cet acteur, c'est-à-dire sa capacité à agir de manière relativement indépendante (Jupille et Caporaso, 1998), est surtout illustrée, en dépit de son apparence désordonnée, par la constitution de Boko Haram comme une organisation criminelle structurée et rationnelle. En dépit du consensus affirmé de la littérature qui présente Boko Haram comme une nébuleuse, renvoyant à son caractère de formation cosmique, irrationnelle et insaisissable, ce groupe est une organisation au sens wébérien du terme³⁰. Il est non seulement un lieu de coopération et de coordination entre acteurs, mais aussi une entité, une « association qui se propose des buts déterminés » et une façon particulière d'être constitué en vue de son fonctionnement. Les groupes jihadistes ont tendance à se bureaucratiser de plus en plus. Boko Haram est une organisation centralisée structurée sous le modèle pyramidal. À sa tête, en fonction des interlocuteurs, on trouve soit un organe directoire, soit une bande, soit encore un conseil (Vicky, 2012, p. 8), appelé la « shura » formé de 32 leaders élus ou choisis dont certains sont choisis parmi l'ensemble des *amirs*³¹. La « shura » est une assemblée considérée comme la plus haute instance de décision et qui se situe au sommet de la pyramide (Guibbaud, 2014, p. 57). Abubakar Shekau ou Abou Mosab al-Barnaoui ont été chacun à un moment donné, le chef de ce directoire. A cet effet, la grande liberté et l'indépendance accordées aux *amirs* dans la conduite des actions dans leur fief, n'épuisent pas la place centrale du leader dans la conduite du groupe tel qu'on a pu l'observer

³⁰ L'autorité au sein de ce groupe est fondée sur la compétence et non sur l'arbitraire de l'autorité traditionnelle.

³¹ L'*Amir* est le leader qui se trouve à la tête de chaque Etat où Boko Haram est présent.

dans la guerre technologique puis de masse menée par ce groupe contre les forces armées des Etats nigérian, camerounais, nigérien et tchadien.

L'autonomie de Boko Haram est aussi appréciée à partir de sa capacité à décider de l'exception et à faire usage de la rhétorique de la guerre (Schmitt, 1988 ; Tuchscherer, 2003, p. 25-41)³², qui a longtemps permis de distinguer les Etats, acteurs liés par la souveraineté (*sovereignty-bound actors*), des acteurs non étatiques, acteurs libres de souveraineté (*sovereignty-free actors*) (Rosenau, 1990), et qui sert à celui-ci à mobiliser la communauté jihadiste transnationale et a-territoriale perpétuellement investie dans la désignation de l'ennemi total et l'éventualité de son combat. Toutefois, la capacité de mise en ordre de combat et d'arraisonnement des communautés qui leur font allégeance dans la guerre totale, est compréhensible à partir du paradigme de la rupture des anciennes solidarités (patriotisme, nationalisme) qui, facilite le rassemblement des membres de ces « communautés » autour de nouvelles solidarités davantage identitaires. Elle permet de combiner l'autonomie à l'identité pour faire de Boko Haram un acteur des relations internationales. Pierre de Senarclens remarque, à ce sujet que lorsqu' « *On restreint considérablement le champ de l'analyse en réduisant les choix des acteurs, nouveaux et anciens, à une logique de type utilitaire, [...], on se prive ainsi de la capacité de comprendre les passions déterminant les ethno-nationalismes, le terrorisme, ou d'autres mouvements sociaux, contestataires ou pacifiques, qui se manifestent dans la sphère des relations internationales.* » (Senarclens et alii., 2002, p. 176). La définition de l'identité d'un acteur est conditionnée à la défense et la promotion d'un intérêt collectif tant sur le plan interne qu'international. Boko Haram peut être crédité d'une capacité de mobilisation et de ralliement des individus et des groupes autour du projet fédérateur (le califat), lorsqu'il rassemble par la convergence d'une idéologie et la charia qu'il est de son intérêt de faire triompher.

Ce groupe emprunte les éléments idéologiques à plusieurs groupes jihadistes dont le salafisme avec qui, il a en partage, le fait que la Sunna et le Coran doivent être compris et lus sans faire appel à la raison individuelle mais uniquement par la mise en application et l'imitation des gestes et paroles du Prophète (Rougier, 2008, p. 3 ; Larroque, 2014, p. 23-30). Le principal élément d'identification de ce groupe, le logo apparaît sur fond noir ; il s'agit d'un Coran ouvert sur deux kalachnikovs croisées, surmonté du drapeau jihadiste. L'étendard noir (*Al-*

³² Dans une vidéo datant du 5 janvier 2015, Abubakar Shekau menaçait directement le président camerounais Paul Biya en ces termes : « *Tes soldats ne peuvent rien contre nous, ils ne valent rien* ».

Raya) était un des drapeaux utilisés par le prophète. La profession de foi (*Shahada*), inscrite en blanc a été rajoutée au XVIIIe siècle et cette forme combinée a été reprise par les Talibans puis par Al-Qaida. Le salafisme prône un retour aux valeurs des *pieux ancêtres*, c'est-à-dire aux principes des fondateurs de l'islam, depuis le VIIe siècle, et a tendance à muer vers un fondamentalisme puritain. Mobilisée par ce groupe, cette idéologie considère l'islam confrériste adopté par certains musulmans des Etats du Bassin du Lac Tchad comme une hérésie, voire une abomination. Au regard de ce qui précède, le salafisme de Boko Haram se rapproche du salafisme-jihadisme (Rougier, 2008, p. 15-19), qui « place le devoir de jihad au cœur de la croyance religieuse, et considère que n'importe quel musulman est autorisé à prononcer un jihad obligatoire et individuel (*fard 'ayn*) si l'imam - aujourd'hui, le dirigeant d'un Etat musulman [ou comptant des musulmans dans sa population], est défaillant dans l'accomplissement de ses obligations religieuses » (Rougier, 2008, p. 18). Il a entrepris un travail de conversion des enjeux politiques, notamment de gouvernance, de régulation de la société, en questions de pure théologie et étendu les frontières du religieux dans tous les domaines de l'activité sociale. C'est cette idéologie qui informe les activités du groupe lorsqu'il s'attaque avec véhémence aux gouvernements du Nigeria, du Cameroun, du Tchad et du Niger, qui ont établi dans ces pays des « Etats laïcs » mettant en mal les droits des musulmans. Toutefois, les salafistes de Boko Haram comme la plupart des salafistes d'aujourd'hui, ont introduit des innovations par rapport à la doctrine traditionnelle. En légitimant l'*ijtihad* (effort d'interprétation) par référence à une communauté musulmane originaire (et imaginaire), les salafistes de ce groupe, notamment sous le leadership de Shekau, ont fait entrer les chrétiens dans la catégorie peu enviable des impies originels (Rougier, 2008, p. 86), et les musulmans d'autres obédiences (surtout confrérique ou maraboutique) dans celle des « impies d'exemple ou de dissuasion », dont il est licite de verser le sang. Cette idéologie contribue grandement à conforter le caractère carnassier d'une rébellion qui du fait de ces actions, a réussi à établir une réelle influence dans le monde et l'espace du BLT.

Avec l'avènement de Boko Haram, le Continent africain passe au deuxième rang mondial des continents affectés par les attaques terroristes après l'Asie (Cilliers, 2004, p. 84). Entre 2009 et 2013, Boko Haram arrive en troisième position des groupes terroristes opérant dans le monde entier avec 801 attaques vérifiées contre 837 pour Al-Shabaab et 2328 pour les talibans en Afghanistan (Cakpo Guedegbe, 2015, p. 12). Depuis 2009, le groupe a fait au moins 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés (AFP, 2018). L'activité meurtrière du groupe

constitue « l'une des crises humanitaires actuelles les plus graves »³³. En dépit de l'affaiblissement conjoncturel du groupe et des efforts déployés par l'ONU et ses partenaires pour juguler cette crise, ses raids meurtriers et attentats-suicides dans les quatre pays riverains du lac Tchad (Nigeria, Tchad, Cameroun, Niger) continuent de laisser dans une situation d'insécurité alimentaire près de 7,1 millions de personnes dans l'espace du BLT.

2. L'influence de Boko Haram dans le BLT

L'influence est la capacité d'un acteur à infléchir le comportement de ses partenaires, en utilisant des méthodes et des ressources qui peuvent relever par exemple, du *soft* ou du *hard power* (Bretherton et Vogler, 2006). Vu sous cet angle, l'influence de Boko Haram dans l'espace du BLT s'apprécie au travers de la capacité de séduction d'une société islamiste plus juste et solidaire, et des transformations survenues dans les comportements des Etats et des populations suite à l'irruption de la menace jihadiste.

La capacité de séduction d'une société islamiste plus juste et solidaire

Hier et aujourd'hui, en dépit des régressions momentanées dues à la répression de ses défenseurs et sympathisants, l'idéologie salafiste a de beaux jours devant elle. Chaque jour un peu plus, elle gagne en audience. La raison principale de cette percée et de cette résilience du salafisme-jihadiste peut être trouvée dans les contradictions de la gouvernance interne aux Etats du BLT et leur nature de souverain territorial de type archipélagique. D'une part, la diffusion du salafisme par Boko Haram trouve un terreau fertile dans une région marquée historiquement par les déconvenues de la gouvernance politique, socio-économique et culturelle. Malgré, son fort refoulement, cette idéologie a pu sortir de son giron originel, le Nord-est du Nigeria, et se disséminer dans les pays du BLT, au point de devenir transnationale et conquérante, qu'en se greffant sur les failles de la gouvernance, à quelques exceptions similaires à l'ensemble de la région. L'idéologie salafiste se propage dans le BLT en se nourrissant des désillusions liées à un contexte certes différent d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre, de grande pauvreté, d'insécurité, de corruption généralisée, de fortes inégalités régionales et d'analphabétisme. A titre d'illustration, concernant le Nigeria, l'on peut faire état de ce que les 12 Etats du Nord du Nigeria sont les moins développés du pays et l'Etat de Borno est le plus pauvre de tous. Les trois quarts de la population y vivent sous le

³³ Discours du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU, M. Stephen O'BRIEN, lors de la 786^e séance du Conseil de Sécurité de l'ONU sur le groupe terrorisme Boko Haram en 2017.

seuil de pauvreté, 98% des enfants de moins de quinze mois ne sont pas vaccinés, 83% des jeunes sont illettrés et 48,5% des enfants ne sont pas scolarisés (Vicky, 2016, p. 40).

Au Cameroun, la région de l'Extrême-Nord est la région du Cameroun qui possède le taux de pauvreté monétaire le plus élevé de l'ensemble des dix régions du pays, avec un taux estimée à 74.3% contre 37.5% en moyenne dans l'ensemble du pays. En outre, la région abrite 35% de l'ensemble des 8 000 000 de personnes vivant dans l'extrême pauvreté alors qu'elle n'abrite que 18% de la population totale du pays. La région est ainsi marquée par la faiblesse du capital humain et des infrastructures et détient les taux d'accès à l'électricité les plus faibles du pays (INS, 2015, p. 19). Dans le secteur éducatif, l'attention accrue portée par les pouvoirs publics à ces régions a produit des résultats scolaires globalement mitigés. *« Les comparaisons entre régions montrent qu'en 2011 le taux d'achèvement des études primaires dans les Zones d'éducation prioritaire allait de 46 % (dans l'Extrême-Nord) à 81 % (à l'Est), contre plus de 94 % dans chacune des autres régions. Les disparités en matière d'alphabétisation des adultes sont encore plus marquées, les trois régions [Extrême-Nord, Nord, Adamaoua] étant en dessous de la moyenne nationale de 35 %. Dans les régions septentrionales, entre 55 % (Adamaoua) et 76 % (Extrême-Nord) des habitants sont analphabètes, contre seulement 10 % et 13 % dans les régions du Littoral et du Centre, respectivement »* (Banque mondiale, 2014, p. 13-14).

S'agissant du Tchad, ce pays semble englué dans la spirale de la mauvaise gouvernance. Il occupe la 186^{ème} place mondiale sur 188 selon l'Indice de Développement Humain 2016. En outre, seulement 52% de la population a accès à l'eau potable contre 3% de la population à l'électricité selon la Banque Africaine de Développement. Plus de 3,7 millions de personnes y souffrent d'insécurité alimentaire en 2016 selon le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires. 50% de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté. Avec la chute du prix du pétrole, ce pays traverse une crise économique importante. Ce tableau peu reluisant contraste paradoxalement avec les potentialités des Etats du BLT³⁴.

³⁴ Le Nigéria est le cinquième pays exportateur de pétrole au monde et la première puissance économique d'Afrique selon le Rapport du FMI sur les Perspectives économiques mondiales du mois d'octobre 2016. Le Tchad a engrangé plus de 13 milliards de dollars des revenus du pétrole depuis 2003 (Ndegoto, 2017) et a réussi à lever plus de 20 milliards de dollars pour le Plan National de Développement 2017-2021. En 2015, le Cameroun dont les ressources s'établissent à 3 746 milliards FCFA (5.7 milliards dollars), est la troisième puissance économique en Afrique Centrale CEEAC, <https://www.mays-mouissi.com/2015/04/06/classement-des-pays-dafrique-centrale-en-fonction-de-leur-budget-2015/> consulté le 19/03/2018.

Le salafisme se répand grâce à l'érection de la corruption par les Etats et les gouvernements ou administrations locaux, en mode privilégié de gouvernance dans la région³⁵. Le patrimonialisme et l'idéologie capitaliste ont déstructuré les économies de ces Etats et de certaines de leurs régions au profit d'autres. A titre d'illustration, la concurrence de la mégapole économique Lagos, et les effets pervers de la création de la nouvelle capitale Abuja, à partir de 1990, ont plutôt accéléré le basculement des grandes villes du Nord dans la crise, y compris Kaduna, ancienne capitale économique de la région, autrefois prospère, devenu le symbole du Nord oublié. A cela s'ajoute un système éducatif miné par la corruption qui dans certaines régions de ces Etats, s'effondre (Banque mondiale, 2014). L'actualité du Nord du Nigeria, de l'Extrême-Nord du Cameroun, de l'Ouest du Tchad et du Sud du Niger est portée par des drames qui prennent le relais de la modernité dans les autres régions de ces Etats et agissent en profondeur sur le destin des sociétés concernées et leur environnement plus ou moins immédiat : assèchement du Lac Tchad, changements climatiques, conflits inter-communautaires, épidémie (Ebola), prolifération des formes d'insécurité, etc. Le salafisme s'attaque à l'essence du néo-libéralisme « le profit avant l'homme » (Chomsky, 2003), à l'origine de l'aggravation massive des inégalités sociales et économiques. En plus de la mauvaise gouvernance, les idéologues de Boko Haram reviennent sur les principales critiques formulées contre l'Etat et le système capitaliste contemporains, notamment l'absence de justice sociale et de politiques de redistribution, et la nécessité de mettre l'économie au service du bien-être de tous (Rawls, 2009 ; Sen, 2000, 2003). Ils privilégient la conduite de réformes politiques devant être accomplies par l'action politique. Ils dénoncent la corruption des valeurs islamiques (*al-qiyamal islamiyya*) et l'affaiblissement de la foi (*al-iman*), dans un contexte où des mécanismes traditionnels sociaux et religieux de solidarité (Sakkat) ne fonctionnent plus, et prônent une forme de réarmement moral et spirituel qui fasse de la vertu individuelle le préalable à toute bonne gouvernance ainsi qu'au salut collectif. C'est la raison pour laquelle ce groupe recrute parmi les exclus de l'éducation et de la croissance. Une situation amplifiée avec par un sentiment d'abandon ou de « manque d'Etat », lui-même conforté par la nature de « souverain territorial de type archipélagique » des Etats du Bassin du Lac Tchad.

L'« archipélisation » de l'Etat désigne « *la juxtaposition d'îles de communication, c'est-à-dire de régions relativement dotées en voies de communication, par conséquent, des régions*

³⁵ L'indice de perception de la corruption dans le monde (IPC) de l'ONG Transparency International en 2017 classe respectivement le Cameroun au 153^e, le Nigeria au 148^e, le Tchad : 165^e, le Niger : 112^e.

marquées par d'importants flux de personnes, d'idées et de biens ; à côté d'autres régions relativement peu dotées en infrastructures de même type, et qui se retrouvent pratiquement coupées du reste du pays » (Keutcheu, 2008, p. 1-28). La construction archipélagique de l'Etat est un modèle de formation de l'Etat qui se caractérise par une plus grande présence et emprise de celui-ci dans certaines régions plus rapprochées du centre de décision au détriment de celles qui s'en éloignent. Ici, à mesure qu'on s'éloigne des capitales politique et économique, on est frappé par le sous-développement. Et la perception d'un « Etat vu de loin » dans les périphéries étatiques renforce l'idéologie salafiste dans sa tentative de substitution « d'un Califat bienveillant projeté » à un « Etat malveillant » qui peine à combler les déséquilibres de développement inter-régionaux. D'ailleurs, pour se construire une image de groupe bienveillant auprès des populations démunies dans ces espaces, Boko Haram s'est servi des stratégies comme le parrainage ou le mécénat. La conquête des cœurs passait alors par la distribution des vivres, des motos ou de l'argent par des individus se présentant comme des mécènes³⁶.

Les transformations survenues dans les comportements des Etats et des populations des Etats du BLT

L'irruption du groupe jihadiste au Nigeria, puis dans les autres Etats du BLT a orchestré des transformations dans les comportements des Etats et des populations de la région. Ces transformations sont la conséquence d'une forme spécifique de guerre civile qui oppose les Etats du BLT et même au-delà au groupe jihadiste Boko Haram³⁷.

La guerre contre Boko Haram, une « guerre civile mondiale »

La notion de guerre civile dans le cas d'espèce, entend prendre le contre-pied des travaux néopositivistes (Baczko, Dorronsoro, 2017, p. 309-327) et s'intéresser de façon particulière au rôle joué par les idées, les idéologies, les mises en récit et l'imaginaire dans les guerres civiles (Gutiérrez Sanín, Wood, 2014, p. 213-226) car, on ne peut rendre compte des actions de Boko Haram sans prendre en considération son univers de sens. La guerre des groupes jihadistes est une « guerre civile mondiale » qui investit à chaque fois telle ou telle zone de l'espace planétaire (Agamben, 2015, p. 30-31). Celle-ci représente les guerres de l'avenir dont parlait Schmitt, même si on peut leur contester le qualificatif de « petites guerres » (Holeindre, 2014,

³⁶ Entretien avec le Chef du comité de vigilance d'Amchidé.

³⁷ On prête au nouveau chef du groupe, al-Barnaoui, l'intention d'assurer sa progression en Afrique centrale, notamment en Centrafrique puis en Ouganda.

p. 73-90) ; des guerres qui s'inscrivent dans un ordre mondial où la guerre entre Etats devient marginale, et tendent à la remplacer. Elle survient avec la montée en puissance du jihadiste, caricaturé comme étant un « soldat d'Allah » (Benhabib, 2012), un combattant irrégulier, a-territorial et investi dans une logique transnationale. Définie par ailleurs comme « une forme de guerre civile embrasant la terre entière » (Arendt, 2012, p. 21), ou la région entière et même au-delà³⁸ ; la « guerre civile mondiale » est une expression qui caractérise un nouvel ordre mondial en vertu duquel la guerre « totale » de l'ère industrielle, s'étend au-delà du champ militaire (Schmitt, 2007, p. 29-50). Il s'agit d'une guerre mondiale discriminatoire non pas de style américain (*Ibid*, 2007, p. 29-50), mais de style jihadiste, car tout en prenant acte de l'étau géopolitique dans lequel les Etats du BLT ont été placés, et d'où ils tentent de sortir, l'on peut considérer que le groupe jihadiste Boko Haram a la capacité de dresser une frange de la population de ces Etats contre leurs propres gouvernements et de créer ou de perpétuer une guerre civile. La guerre mondiale discriminatoire de Boko Haram se transforme ainsi en « guerre civile mondiale » de caractère total et global. En conséquence, les guerres civiles contemporaines dues à l'irruption des groupes jihadistes ont des ressemblances structurelles qui sont indissociablement des effets du système international et de la nature relative de la souveraineté contemporaine, en particulier celles des Etats faibles du Bassin du Lac Tchad.

L'expression « guerre civile mondiale » est définie à partir d'une approche sociologique (Baczko, Dorronsoro, 2017, p. 309-327). Celle-ci permet de rompre d'avec les postulats de « la guerre civile transfrontalière » (Batchom, 2016, p. 106) qui la spécifient par la nature des symboles visés, l'identité d'un même groupe insurgé présent sur deux ou plusieurs Etats, la définition d'un territoire transfrontalier comme théâtre d'opérations et surtout la simultanéité des opérations ou exactions. Ces nouveaux critères réducteurs dont l'élaboration est favorisée par le transnationalisme et la porosité des frontières étatiques, embrigadent la définition de la guerre civile dans la capacité d'un groupe insurgé déployant ses tentacules sur les territoires étatiques géographiquement juxtaposés et en cas de succès, à reconstruire un Califat virtuel, en dessinant une empreinte territoriale par la modification des frontières internationales des Etats riverains du Lac Tchad. La « guerre civile mondiale » permet de prendre en compte la multitude des arènes géographiques où ses éléments ont été impliqués dans les combats : Bassin du Lac Tchad, Somalie, Mali ; la mobilisation d'un ensemble d'adeptes idéologiquement unis mais géographiquement dispersés de part et d'autre du continent et

³⁸ En s'attaquant à un bâtiment des Nations Unies à Abuja le 26 août 2011, Boko Haram s'en prend à l'une des plus grandes organisations internationales, expression même relative de la volonté des peuples de la planète.

agissant en réseau ; la nationalité des otages ; la nature des symboles visés et le consensus observé autour de la nécessité d'un soutien international à l'effort de coopération sécuritaire régionale. Elle est davantage définie comme la coexistence sur un territoire régional, même entrecoupé d'espaces de faible théâtralisation, d'au moins deux ordres sociaux entretenant une relation violente. Un ordre social suppose, avec un degré d'institutionnalisation variable, trois choses : une économie de la violence, une économie des différentes espèces de capitaux et un état des relations inter-champs (Baczko, Dorronsoro, 2017, p. 322). Il s'en suit la coexistence de hiérarchies identitaires, de systèmes juridiques et de régimes de propriété économique concurrents. Les ordres sociaux rivaux sont immédiatement visibles parce que Boko Haram est un groupe transnational, mais d'autres modalités – comme une division public/privé du contrôle de la population – peuvent également exister.

La guerre « totale » de Boko Haram qu'elle prenne la forme d'une guerre technologique ou de masse, participe d'une stratégie affirmée de conquête des territoires et du pouvoir et concoure au dépérissement des Etats du BLT, par la construction conjoncturelle et contingente de micro « Etats islamiques virtuels ». L'affaiblissement des forces armées nigérianes entre août 2014 et janvier 2015 est marqué également par une impressionnante conquête territoriale par le groupe dans l'État de Borno : Gwoza et Gambaru, près de la frontière camerounaise, Malam Fatori et Damasak, à la frontière avec le Niger, Baga et Monguno, près du lac Tchad. Au début 2015, la partie du territoire nigérian sous son contrôle surpassait la superficie de la Belgique³⁹. Soulignons que Boko Haram n'a jamais réussi à prendre le contrôle de localités importantes hors du Nigeria (Berghezan, 2016, p. 7). La reprise entre février et septembre 2015, des villes conquises auparavant, par les forces armées nigérianes, tchadiennes ou nigériennes, ne suffira donc pas à défaire le groupe. L'entrée en scène du groupe jihadiste dans l'espace CBLT est à l'origine de la modification de la doctrine militaire classique des Etats riverains du Lac Tchad. Historiquement, celle-ci privilégie le « tout répressif », soutenu dans ces pays respectifs par l'installation d'une dictature, un régime transitoire justifié par les circonstances d'une époque donnée, appelant elle-même à la mise en place « d'un droit d'exception » (Schmitt, 2000, p. 36 ; Garapon, Rosenfeld, 2016, p. 169-185), des législations attentatoires aux libertés publiques (de Montclos, 2012, p. 16-18 ; Guibbaud, 2014, p. 89-

³⁹ A cela, il faut ajouter les abords du Lac Tchad ou la forêt de Sambisa, un sanctuaire d'environ 60 000 km², et des « cellules dormantes » dans de nombreuses localités du Nigeria, du Niger, du Tchad et du Cameroun.

111 ; Olinga, 2017)⁴⁰ et un réaménagement des dispositifs de défense. L'option militaire, prise isolément, s'est parfois révélée, soit contreproductive, au point d'envisager une approche consensuelle de gestion de la menace⁴¹ ; soit insuffisante au final car, les politiques de sécurité déployées par les Etats du BLT se sont révélées incrémentales.

Au Cameroun, on est passé d'une armée des habitudes de défense formée pour mener la guerre aux frontières, à une armée des besoins de sécurité, apte à contenir les menaces sans cesse fluctuantes (Koungou, 2014, p. 14). Ici, la réorganisation du maillage territorial des forces de défense n'a été que la première étape de la construction d'une réponse sécuritaire. Elle a consisté à la création de la 31^e Brigade d'Infanterie Motorisée (BRIM) avec poste de commandement à N'Gaoundéré⁴² ; de la délocalisation de la 32^e BRIM de Maroua pour Kousséri pour devenir la 41^e BRIM, afin d'apporter des réponses plus proches du cœur de l'action ; de la création d'une nouvelle région de gendarmerie et l'éclatement de la grande Région Militaire Interarmées (RMIA) n° 3 en deux : la RMIA n° 3 et la nouvelle RMIA n° 4, avec postes de commandement respectifs à Garoua et à Maroua⁴³ ; de la réorientation de la planification stratégique autour de deux principales opérations : l'opération « Emergence 4 » et l'opération « Alpha » menée par le bataillon d'intervention rapide (BIR), une force d'élite très entraînée, pour protéger la région frontalière ; et de l'équipement des forces de défense et de sécurité avec le soutien des partenaires bilatéraux du Cameroun, tels la Chine, les Etats Unis, la France, l'Allemagne, la Russie, etc.

La guerre « totale » de Boko Haram a commandé ou révélé des agendas sécuritaires nouveaux et originaux. Dans une logique de sauvegarde mutuelle et individuelle, et face à l'impuissance des approches sécuritaires souverainistes et la constitution du terrorisme jihadiste en une problématique régionale, voire globale, les coalitions entre des acteurs qui ont intérêt à agir⁴⁴, qu'elles soient strictement militaires ou bien plus, ont relégué au rang d'organisations

⁴⁰ Le Gouvernement camerounais a adopté neuf nouvelles mesures administratives et sécuritaires concernant la région de l'Extrême-Nord, à la fin juillet 2015. Il s'agit de l'interdiction du port du voile intégral (burqa), des regroupements de personnes, de la circulation des motos, de la fermeture des débits de boisson après 18 heures, de la multiplication des contrôles et des fouilles, de la surveillance ou la fermeture de mosquées, de l'arrestation d'imams supposés radicaux et d'un renfort de policiers et gendarmes pour des missions de renseignement (Jeune Afrique, 29 juillet 2015).

⁴¹ Le 22 juin 2012, le Président Goodluck Jonathan remplaça son ministre de la défense et son conseiller à la sécurité nationale, par Sambo Dasuki, un membre de la famille royale de Sokoto, plus favorable à cette approche.

⁴² Décret n° 2013/477 du 27 décembre 2013.

⁴³ Décret n° du 14 août 2014.

⁴⁴ La coalition internationale en Afghanistan en 2001 ; la coalition arabo-occidentale en Irak et en Syrie, aussi appelée coalition anti-EI, formée en 2014 lors de la seconde guerre civile irakienne et la guerre civile syrienne, encore appelée guerre du Levant en 2015, etc.

humanitaires, les institutions internationales, au point de ruiner leur fonction centrale de paix et de sécurité (Devin, 2009, p. 11-28). Bien qu'étant une notion très discutée en relations internationales (Ward, 1982), les coalitions militaires ou les coalitions sécuritaires globales dans le BLT, se sont donné à voir parallèlement ou en deuxième séquence, selon le cas, soit comme « une coalition militaire exemplaire entre deux pays frères » le Cameroun et le Tchad engagés conjointement dans « l'opération Logone » en territoire camerounais, dans la localité de Mora en 2015, soit comme une coalition dévoilant une forme d'endogénéisation géographique et conjoncturelle de la lutte contre des groupes jihadistes, et de disqualification opérationnelle des organisations régionales africaines (Union africaine, CEEAC, CEDEAO) par le truchement de la Force Multinationale Mixte de lutte contre Boko Haram (FMM)⁴⁵. Confrontée à des problèmes opérationnels, la construction d'une coalition au sens de William Gamson (1961) entre le Cameroun, le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Bénin, a donné naissance à un agenda sécuritaire original intégrant des préoccupations en termes de sécurité humaine. La guerre « totale » de Boko Haram consacre l'importante d'une approche sécuritaire globale et intégrée dans les stratégies de guerre des Etats du BLT et des coalitions de lutte contre le jihadisme⁴⁶. L'option pour des mesures sécuritaires mixtes, c'est-à-dire militaires et non militaires⁴⁷, symbolise l'avènement d'une ère où, la construction du développement est sérieusement envisagée comme un puissant antidote contre l'extrémisme religieux et toutes les formes de radicalisme.

⁴⁵ Historiquement sous l'appellation anglophone de *Multinational Joint Task Force* en 1994, lorsque le Nigeria, le Niger et le Tchad décidèrent de mettre en place un outil de coopération régionale censé sécuriser la libre circulation des biens et des personnes dans la région du Lac Tchad, son mandat a été élargi à la lutte contre Boko Haram, le 30 avril 2012, avant d'être rebaptisée FMM en octobre 2014 et censée compter 8700 hommes.

⁴⁶ La question du développement est une préoccupation centrale des agendas sécuritaires des coalitions de lutte contre le terrorisme jihadiste. Voir les objectifs du Partenariat militaire de coopération transfrontalière (PMCT) à la base de la création du G5 Sahel, créé le 16 février 2014 à Nouakchott en Mauritanie. Il faudra attendre le sommet extraordinaire de la CBLT, du 11 juin 2015, à Abuja, pour voir les Etats de la région concilier le développement et la sécurité dans leur agenda de lutte contre Boko Haram.

⁴⁷ Au Cameroun, mention peut être faite du plan d'urgence pour le développement de la partie septentrionale du pays en juin 2014, doté de 78,8 milliards de FCFA (135 millions de dollars) (*Œil du Sahel*, 2014) ; du plan d'urgence de 5,3 milliards de FCFA (9 millions de dollars) pour la construction des écoles et hôpitaux en mars 2015 à l'Extrême-Nord ; du plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance et de l'emploi de 925 milliards de FCFA (1,7 milliard de dollars), dont 42 milliards de FCFA (75 millions de dollars) dont destinés à l'Extrême-Nord ; 45,4 milliards de FCFA (80 millions de dollars) des 1150 milliards de FCFA (2 milliards de dollars) du Budget d'investissement public (BIP) de 2015 sont dédiés à l'Extrême-Nord (Loi des finances 2016) ; projet présidentiel de 102 milliards de FCFA à destination des jeunes de tout le pays en décembre 2016 ; l'appui financier de 6,6 milliards de FCFA du Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) de l'Union européenne et de l'Agence française de développement (AFD) au Cameroun en destination de la région de l'Extrême-Nord ; le plan de réponse humanitaire renouvelé chaque année, et les nombreux projets sectoriels conduits par les différents ministères.

Au Cameroun, la guerre contre Boko Haram a inspiré un moment de « désordre inventif et maîtrisé » où une vague d'associations citoyennes s'est mobilisé contre ce groupe jihadiste, transformant des mouvements sociaux en groupes de soutien aux actions gouvernementales et de réconfort aux victimes de guerre. La déclaration de guerre du Chef de l'Etat, Paul Biya, à Paris, le 17 mai 2014 contre Boko Haram a provoqué la mobilisation totale des ressources sociales, une mise en ordre de combat de la nation en vue de l'épreuve de force opposée par ce groupe jihadiste (Tuchscherer, 2003, p. 25-41). Les mobilisations collectives contre Boko Haram, ont œuvré à la constitution d'un jeu politique où les acteurs multiples à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national, se suppléaient en exprimant leur patriotisme et en manifestant leur loyauté à l'égard des institutions militaires et civiles et de ceux qui les incarnent, stratégiquement canalisé par le gouvernement camerounais. L'« effort de guerre », nom de baptême donné à cette opération multiforme de soutien citoyen symbolique (marches patriotiques), matériel et financier⁴⁸, reste l'une des armes décisives, souvent oubliées, du succès du Cameroun dans la lutte contre le terrorisme jihadiste.

Avec la déclaration de guerre du Président camerounais, se joue déjà la mise en ordre de la société et son arraisonnement, qui créent des fenêtres d'opportunité pour des initiatives individuelles ou collectives privées mais formalisées ou encadrées plus tard, générant de nouveaux et réformant des anciens modes de production et de régulation de la sécurité. D'autant plus que depuis la création de l'armée camerounaise, la culture stratégique (Ytzhak, 1991, p. 12) s'appuie sur l'idée de conscription chère à Machiavel (1980), selon laquelle, un Etat fort n'est possible que si son armée prend appui sur la mobilisation de la jeunesse et du peuple. Dès lors, la guerre contre le groupe jihadiste orchestrée par une coalition Etat-peuple, n'a pas seulement pris la forme des mouvements sociaux de soutien à l'action de l'Etat et aux victimes, mais aussi d'une coalition entre l'Etat à travers les forces de défense et de sécurité et des groupes paramilitaires, appelés comités de vigilance ou groupes d'auto-défense.

Les comités de vigilance sont des structures civiles en dehors de l'armée régulière, créés au sein des localités touchées par l'insécurité, organisés et entraînés militairement par celle-ci, dans le but de préparer ses membres ou ses adhérents à une lutte qui, dans certaines de ses

⁴⁸ La contribution financière citoyenne, y compris la contribution spéciale et personnelle du Chef de l'Etat de 160 millions de FCFA, s'élève à 2,5 milliards de FCFA. La répartition de ces fonds prévoit : 1,5 milliard de FCFA destinés aux forces de défense et de sécurité et le reste aux populations de l'Extrême-Nord affectées par les effets de la lutte contre Boko Haram. Propos du Ministre camerounais de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Président du Comité ad-hoc de gestion des dons citoyens par l'Etat, reproduit par le site camer.be, consulté le 06/04/2018.

séquences, est armée⁴⁹. Ils permettent de réaliser le lien armée et peuple, stratégiquement connu sous le concept de « défense populaire », tissé au gré de la trajectoire socio-historique du peuple camerounais, mais qui demeure truffé de complexités. L'alliance armée-groupe paramilitaire dans la guerre contre Boko Haram permet la transposition en droit administratif camerounais, de la théorie des fonctionnaires de fait. Ainsi, même constitués de personnes n'ayant pas un statut de combattant légalement reconnu comme celui de l'armée régulière, les actes des membres des comités de vigilance peuvent être validés, selon la théorie de l'apparence, et surtout dans ces circonstances exceptionnelles qui commandent le recours à leur service, afin de maintenir la continuité de la production du service public de sécurité, dans ces zones sinistrées. Ces collaborateurs bénévoles et circonstanciels de l'Etat ou de l'armée régulière sur le front de la lutte contre l'insécurité ne sont pas une nouveauté⁵⁰ ; leur nouveauté tient à la reconnaissance dont ils jouissent de la part de la plus haute autorité de la République, en raison des fonctions qu'ils assument⁵¹. Investis par la pratique et les résultats, ils apportent un appui considérable aux autorités administratives et militaires dans la sécurisation des terroirs et le renseignement prévisionnel.

Toutefois, cette « militarisation » de certains individus au sein des populations n'est pas sans poser des inquiétudes sur le sort de ces collaborateurs bénévoles, devenus par l'expérience, des « forces supplétives ». La guerre imposée par le groupe jihadiste Boko Haram commande des habitudes et comportements nouveaux de la part des populations vivant dans les zones sinistrées. Ces dernières acceptent volontiers les politiques de contrôle et de gouvernement des conduites induites par le contexte sécuritaire : renoncement circonstanciel aux signes distinctifs religieux (voile, barbe, etc.), modulation des activités et des loisirs en conformité avec les prescriptions de l'état d'urgence ; de vivre avec l'insécurité et ses conséquences : déplacements temporaires ou à moyen terme, perturbation de la scolarité des enfants ; et de participer à l'effort de guerre en nature, en personnel ou à travers le soutien mystique des gardiens de la tradition aux membres des comités de vigilance. Cependant, en dépit de cette influence établie dans la région, Boko Haram reste un acteur globalement controversé.

⁴⁹ L'on dénombre plus de 134 comités de vigilance créés par les autorités dans la région de l'Extrême-Nord.

⁵⁰ En témoigne l'histoire de la « garde civile » lors de la guerre du Maquis au Cameroun.

⁵¹ En témoignent les dons en nature (matériels de sécurité, matériel roulant 40 motos et 60 bicyclettes rétrocédé le 1^{er} mars 2016 aux comités de vigilance de la région de l'Extrême-Nord, denrées alimentaires, produits de première nécessité, aliments destinés au Bétail, produits destinés au bétail, produits vétérinaires, équipements agricoles et de matériels divers), en argent (appuis financiers, une partie de la contribution financière citoyenne), et des gratifications de toute forme (des médailles d'honneur à titre posthume).

II. Esquisse de problématisation de Boko Haram comme un acteur controversé

La démarche revendiquée dans le cadre de cette réflexion confesse une attitude qui relève de l'ordre de la « problématisation », c'est-à-dire « de l'élaboration d'un domaine de faits, de pratiques et de pensées qui me semblent poser des problèmes à la politique » (Foucault, 1994), en tant qu'activité menée par des acteurs ayant une rationalité instrumentale. Elle s'éloigne du « réalisme naïf » car, le « fait », devenu « brut », parce que, apolitique et indépendant des pratiques de ceux qui ont recours, est dorénavant ouvert à la critique (Balzacq, 2016, p. 15). La théorie critique ouvre l'analyse à des modalités d'exclusion sociale autres que matérielles, présente des acteurs de la CBLT comme des sujets-connaissants-autonomes et insiste sur l'impact des forces structurantes comme le dialogue (Balzacq, 2016, p. 72-73) ou son refus dans l'interaction. Le travail de problématisation de Boko Haram comme acteur controversé commande d'abord, de saisir la controverse autour de son statut d'acteur comme un effet pervers d'une construction sociale que l'on voudrait prévenir et, ensuite, d'appréhender Boko Haram comme un acteur contradictoire dans l'atteinte de ses objectifs.

A. La controverse autour du statut de Boko Haram, effet pervers d'une construction sociale que l'on voudrait prévenir

La position des acteurs dominants de l'espace CBLT est compréhensible à partir du stigmate ou de l'étiquette négative que ceux-ci collent à Boko Haram, ce qui leur permet de dissimuler ou de justifier leur propre violence à l'endroit de ce groupe. Ces acteurs agissent à l'égard des membres du groupe jihadiste en fonction des significations que ces derniers revêtent pour eux, significations qui émergent des interactions (Blumer, 1969, p. 2 ; Wendt, 1992, p. 396-397). La controverse autour du statut d'acteur de Boko Haram est moins un problème capacitaire qu'un travail cognitif des acteurs de la CBLT qui se manifeste dans la manière avec laquelle ils perçoivent ce groupe. Il s'agit d'une construction sociale d'un ennemi dont le moyen le plus adéquat imaginé pour le vaincre, ne se résume pas seulement à le combattre militairement, mais à le prévenir en s'attelant à le déconstruire (Conesa, 2011). La contestation du statut d'acteur du groupe par les autres acteurs est au final un investissement discursif de la part de ceux-ci à travers : déclarations, communiqué final, communiqués de presse, correspondances, dépêches, résolutions, points de presse, condamnations, motions de

soutien, like, twitt, etc., qui vise à stigmatiser Boko Haram comme un groupe obscurantiste, barbare et déstabilisant et à construire l'« identité de rôle » des acteurs de la CBLT et de la communauté internationale dans la prise en charge de celui-ci, comme un effet « gommant » de son statut d'acteur.

L'édification d'une communauté de sens autour de Boko Haram comme un groupe obscurantiste, barbare et déstabilisant

L'idée d'une identification par différenciation ou par rejet de ce qui porte atteinte au point d'ancrage de notre « communauté de sens » : l'unité nationale, la paix, la souveraineté et les valeurs démocratiques, voire de ce qui menace de désintégration l'espace CBLT a et continue de marquer dans une certaine mesure l'imaginaire collectif des acteurs de la région. L'interaction sociale qui en ressort, relève certes de l'ordre de la réciprocité (Fitzi et Thouard, 2012, p. 5-18), en ce sens que le comportement de ces derniers prend en compte la présence et l'action du groupe jihadiste. Mais, il reste que cette interaction demeure à la merci de ses tendances autodestructrices qui passent au centre de l'attention.

L'identité déviante est une « construction sociologique » dont le « processus » a comme perspective l'édification d'une « communauté de sens » autour du stigmat ou de l'étiquette répulsive de « groupe barbare, obscurantiste et déstabilisant ». La « communauté de sens » prenant forme dans l'« esprit » de prévention de la menace, la mobilisation collective nationale et internationale autour d'une solution globale visant l'éradication du groupe, mais surtout la mise en scène d'un anti-jihadisme ou d'un anti-terrorisme discursif : nous sommes des modernes, donc nous sommes de la même communauté et unis par des liens présumés de civilité contre la barbarie. Celle-ci que les acteurs de la région appellent notre « Modernité », pourrait être définie comme l'ensemble de valeurs interculturelles de civilisation : l'unité nationale, la laïcité, la démocratie représentative, les droits de l'homme et libertés, la paix, la sécurité, le développement. La conscience de notre « Modernité » est un préalable à toute avancée dans la voie de l'Unité et du progrès.

L'édification d'une communauté de sens autour de Boko Haram lie le processus de construction de son identité déviante au décryptage d'une vision du monde promue par le groupe, fondée sur des valeurs obscurantistes : refus de la différence, intolérance religieuse, barbarie, tyrannie, terreur, qui entend supplanter la vision du monde défendue par la société moderne. Abubakar Shekau, dans sa communication du 14 mars 2014, menace : « (...), sachez

que maintenant, pour moi, le monde est divisé en deux catégories : ceux qui sont avec nous et les autres, que je ferais un plaisir de tuer à chaque fois que j'en croiserai » (Apard, 2015, p. 63). En réaction à cette perception antagoniste de l'altérité politique, les acteurs dominants de l'espace CBLT, de leur côté, mobilisent l'anti-jihadisme discursif pour procéder à une hiérarchisation des deux visions du monde présentées comme étant incompatibles, tout en disqualifiant la vision du monde du groupe jihadiste. C'est pour établir une démarcation éliminatoire entre le « nous », la communauté de référence à laquelle lui et les membres de la communauté des Etats du Bassin du Lac Tchad appartient, et le « eux », la communauté déviante à laquelle appartient les membres du groupe, que le Président camerounais Paul Biya, déclare : « La réalité est simple. Il y a d'un côté, le nôtre, les tenants d'une société moderne et tolérante, garantissant l'exercice des droits de l'homme, dont ceux de religion, ainsi que la démocratie représentative. De l'autre côté, c'est-à-dire du côté de Boko Haram et des mouvements qui lui ressemblent, il y a les partisans d'une société obscurantiste et tyrannique, sans considération aucune de la dignité humaine. Vous en conviendrez avec moi, il y a une totale incompatibilité entre ces deux modèles de société. Et partant une totale impossibilité de compromis. Il nous faut donc mettre un terme aux actions et agissements des mouvements terroristes. Il nous faut éradiquer Boko Haram »⁵².

L'anti-jihadisme discursif est la construction de Boko Haram comme un ennemi public dans la rhétorique des personnalités politiques, par la remise en question de son comportement déviant. Dès lors, l'utilisation d'une sémantique marquée du sceau de l'intolérance dévoile celui-ci comme étant une « horde de criminels sanguinaires », un « véritable syndicat du crime et de la barbarie », une « secte barbare », une « nébuleuse », un « groupe obscurantiste », et ayant une « idéologie éculée », orchestrant un « rétropédalage civilisationnel » ; la tyrannie et l'absolutisme mis en valeur visent à créer de l'antipathie contre Boko Haram et à montrer son identité répulsive. La construction de Boko Haram comme ennemi public se déploie également sur le terrain des principes qui fondent la société moderne.

Le projet de terreur au cœur de la stratégie militaire de Hassan al-Sabbah (1034-1124), grand maître de la secte des « Hashashims » qui signifie « fumeurs de haschich » ou « assassins », précurseur médiéval des groupes jihadistes, se résume en ces termes : « *Nous devons agir en*

⁵² Discours d'ouverture de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX), consacrée à la lutte contre Boko Haram, le 16 février 2015.

public, pour l'exemple. Nous tuons un homme, nous en terrorisons cent mille » (Bettati, 2013, p. 14). Boko Haram est présenté comme un groupe de pervers qui n'a ni foi ni loi, attaque de nuit, égorge, pille tout sur son passage, brûle des villages entiers, procède à des kidnappings et trafics humains. De plus, il tue sans distinction de sexe ou d'âge. Le groupe répand l'effroi lorsqu'il tue dans les édifices sacrés (temples, églises et mosquées), tue des femmes en gestation et assassine des bébés « sur le dos de leurs mères, elles-mêmes, soufflées par des bombes à sous-munitions et réduites en miettes par ces engins de la mort pourtant proscrits par les conventions internationales en matière de guerre »⁵³. La description des exactions de ce groupe le dévoile comme ayant une identité non assimilable à la communauté de référence fusionnelle ; ce qui pousse les acteurs de l'espace CBLT à le prendre en charge.

L'« identité de rôle » régionale des acteurs de l'espace CBLT, comme un effet « gommant » du statut d'acteur de Boko Haram

La « communauté de sens » est ici entendue comme la communauté de référence de sécurité humaine ou collective quasi permanente à laquelle les acteurs de l'espace CBLT n'ont de cesse de s'identifier, et dont l'existence affirmée, à certains endroits même de manière virtuelle, cimente les actions menées en son sein et oriente la vie avec les autres qui portent la différence : économique, sociale, culturelle. L'édification d'une « communauté de sens » confère aux acteurs de l'espace CBLT, une « identité de rôle » (Lindemann, 2008) régionale qui entend prendre en charge et éradiquer un groupe, aux antipodes des valeurs cardinales de la société moderne : paix, sécurité, droits de l'homme, libertés publiques, développement.

Dans ce contexte, la communication publique se positionne comme un instrument stratégique de lutte contre le groupe jihadiste. Les discours des acteurs de l'espace CBLT apparaissent comme une catégorie analytique importante pour saisir les changements qui s'opèrent dans la gouvernance des crises liées à la guerre contre les groupes jihadistes. En tant qu'instrument d'action publique, ils s'inscrivent dans l'approche cognitive de l'action publique qui privilégie les représentations du groupe, le rôle des idées (Palier et Sured, 2005, p. 7-32) et des croyances sociétales qui orientent et influencent l'action collective dans la guerre contre Boko Haram. Les discours des acteurs de l'espace CBLT sont des outils axiologiquement marqués, parce que porteurs des schèmes de représentation et de perception du groupe qui informent

⁵³Conférence de presse du porte-parole du gouvernement, M. Issa Tchirouma Bakary, « Réaction du Gouvernement aux allégations d'exactions et de violations des droits humains concernant les forces de défense et de sécurité camerounaises dans le combat contre Boko Haram », Yaoundé, 29 janvier 2016.

sur le mode de régulation envisagé (Lascoumes et Le Galès, 2004). Ils ont leurs logiques propres ; ils construisent le groupe autant qu'ils le reflètent (Le Bart, 1998). Dans la prise en charge du groupe Boko Haram, l'«identité de rôle» régionale des acteurs de la CBLT se décline dans les usages politiques des discours publics comme instrument de différenciation-classification, de stigmatisation, de mobilisation et de construction des solidarités diverses : nationales, régionales et globales.

La mise en discours des éléments caractéristiques de Boko Haram procède d'une différenciation- classification par la construction d'une altérité négative et répulsive distincte de la communauté identitaire qui lui est apparentée. Les discours sont des instruments actifs qui permettent non seulement de renforcer le pacte national de la diversité culturelle et de raffermir l'amitié avec les partenaires dont la culture est instrumentalisée par les jihadistes, mais aussi d'imposer aux autres acteurs son sens de la guerre contre le salafisme-jihadiste. Le Président camerounais, Paul Biya, précise à cet effet, pour éviter toute amalgame dans la qualification de la guerre qui oppose les Etats de l'espace CBLT à au groupe Boko Haram : « *Il ne s'agit aucunement d'une croisade contre l'Islam ou d'un épisode d'une quelconque guerre des civilisations* », mais d'une agression dont certains de ces Etats sont l'objet de la part de celui-ci⁵⁴. La rhétorique « des forces du mal et de la tyrannie »⁵⁵ empruntée à « l'axe du mal » du Président américain Georges W. Bush pour qualifier cette altérité insupportable et inadmissible, exerce un puissant effet performatif qui transforme les discours en instrument des politiques d'inimitié, engageant alors un combat existentiel entre les groupes jihadistes ou tous ceux qui les soutiennent et le monde libre et démocratique (Corten, 2005). Les étiquettes négatives « d'ennemi », de « fous de Dieu », de « lâches », de « secte » et de « menaces contre le monde » participent de la construction d'une « menace à éradiquer » et du déclenchement d'une réaction sociale de l'ensemble des acteurs face à l'identité déviante du groupe jihadiste.

Le positionnement d'agir dynamique des acteurs du BLT permet aux personnalités politiques d'arborer la casquette de « de commandant en chef », de « chef de guerre » par la mise en discours de l'«invincibilité historique des peuples» pour galvaniser l'ensemble de la communauté nationale dans la guerre contre le groupe jihadiste, à partir de l'exaltation des

⁵⁴ Discours d'ouverture de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COPAX, du 16 février 2015.

⁵⁵ Utilisée par le Ministre camerounais de la Communication dans son discours prononcé à l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux à lui consacrée, le 22 janvier 2016.

« victoires passées » de la nation. La mythologie politique de « l’invincibilité historique du peuple camerounais » transpire dans l’entretien que le chef de l’Etat camerounais, Paul Biya, accorde à la presse le 2 août 2014 avant son départ pour Washington aux Etats-Unis, où il allait prendre part au sommet Etats unis-Afrique : *« Pour ce cas précis, je dis que le Cameroun a eu à traverser d’autres épreuves. On a eu à lutter contre ce même Nigeria pour Bakassi et avant, on a éradiqué le maquis (guerre contre le mouvement indépendantiste, l’Union des Populations du Cameroun, UPC), on est venu à bout des villes mortes ; ce n’est pas le Boko Haram qui va dépasser le Cameroun. Nous continuons le combat et nous les vaincrons »*.

L’« identité de rôle » régionale des acteurs de l’espace CBLT postule que la prise en charge du groupe jihadiste est d’abord une question discursive avant de devenir une affaire militaire. L’anti-jihadisme discursif parce qu’il permet de construire un consensus national, régional et global plus ou moins large autour de la « non reconnaissance » des groupes jihadistes et leur inscription permanente dans « l’horizon d’éradication de ceux-ci », dévoile un effet « gommant » du statut d’acteur de Boko Haram. Les discours comme instrument d’action publique ont pour objectif de provoquer la diplomatie des sommets (Badie, 2009), l’envoi des émissaires et les visites officielles, conçus comme des cadres et des modalités spécifiques où se construit et se légitime l’action collective contre Boko Haram⁵⁶, en même temps qu’ils rendent possibles des dynamiques multiples de mobilisation et de construction des solidarités contre le groupe jihadiste. Les discours comme instrument de gouvernementalité confère aux personnalités politiques, un pouvoir incitatif dont l’action est d’orienter et de réguler les conduites collectives en mobilisant des nouvelles connaissances (Bert, 2016, p. 71) qui permettent d’appréhender la guerre contre les groupes jihadistes comme « une problématique globale » et d’inscrire « nôtre Modernité » comme un bien public mondial (Constantin, 2002). Les discours comme art de gouverner révèlent une habileté à conquérir et à mobiliser au-delà des frontières nationales, des populations autour d’un objectif commun : vaincre l’ennemi

⁵⁶ Dans le cadre de la mobilisation contre Boko Haram, entre le 17 mai 2014 et le 4 mai 2016, en plus des sessions ordinaires des organisations régionales et globales, l’on dénombre près de 12 sommets dont 5 sessions extraordinaires relevant uniquement de la mise en place d’une stratégie sous-régionale contre le groupe. Des pays et organisations partenaires du Cameroun ont dépêché près de 10 émissaires auprès du Président Paul Biya. L’on dénombre également une dizaine de visites officielles effectuées au Cameroun par les dirigeants étrangers et les responsables des organisations internationales. Les plus significatives étant celles du président français, François Hollande les 3-4 juillet 2015 ; du président italien Sergio Mattarella les 17-20 mars 2016 ; du président nigérian Muhammadou Buhari les 29-30 juillet 2016 ; de la Secrétaire générale de l’OIF, Michaëlle Jean, en avril 2015, etc.

public. A cet effet, ils ont inspiré et forcé des solidarités (Devin, 2009, p. 13) guerrières multiples incluant entre-autres :

La solidarité affective, qui est soit patriotique, soit relevant du nationalisme d'identification aux épreuves de la nation. Dans le premier cas, les marches citoyennes de soutien aux forces de défense camerounaises, qualifiées de « marches patriotiques » sous l'encadrement des autorités administratives sur toute de l'étendue du territoire, organisées par les collectifs à l'instar du Collectif « Unis pour le Cameroun » (U4C), du Collectif « Save Our Nation », du Mouvement des Jeunes Citoyens et Patriotes (JCP), du Centre de Réflexion et d'Action de Développement (CERAD), ont permis à l'ensemble des composantes de la société de manifester son attachement inconditionnel à la patrie, transformant la rue en espace de théâtralisation de l'amour pour la patrie. Le choix des itinéraires traversant des sites historiques hautement symboliques : Monument de la Réunification, Monument du soldat inconnu au Quartier Général des armées à Ngoa-Ekelle, pour la marche du 21 janvier 2015 à Yaoundé ; Stade Mbappé Leppé, Place du Gouvernement à Bonanjo pour la marche du 7 février 2015 à Douala ; et le « Boulevard du 20 mai » pour la marche du 28 février 2015 à Yaoundé, conforte la volonté des marcheurs de magnifier leur fort attachement à l'unité nationale ou aux symboles de l'autorité et de manifester leur reconnaissance à l'endroit des soldats décédés en se recueillant devant le Monument du soldat inconnu. De même que le choix des thèmes sous lesquels sont placées les marches à l'instar de la Grande marche patriotique organisée par le Collectif « Unis pour le Cameroun » : « *Pour nos frères et sœurs de l'Extrême-Nord. Pour nos vaillants soldats. Pour un Cameroun uni* », du 21 janvier 2015 à Yaoundé ; ainsi que l'activité discursive et artistique qui accompagne ces marches patriotiques : « *Touche pas à mon pays* », « *Non à Boko Haram* », « *Nous voulons la paix. Stop !* » et « *l'hymne à la solidarité et à la cohésion nationale face à Boko Haram* » se sont révélés être une offensive symbolique visant à stigmatiser l'ennemi public et consolider le pacte républicain dans prise de conscience et la défense des valeurs léguées par un passé commun : le pays, la paix et la cohésion nationale.

La solidarité affective a également pris la forme du nationalisme d'identification aux épreuves de la nation. Dans la lutte contre Boko Haram, l'espace numérique est devenu un haut lieu de manifestation du nationalisme d'identification aux épreuves de la nation et aux victimes de ces épreuves. Le nationalisme d'identification aux épreuves de la nation est un sentiment où dominant la fierté et l'honneur d'appartenir à une nation dans ses épreuves et de

se sentir solidaire des victimes jusqu'à la défiance manifestée à l'égard de l'épreuve, pouvant aller jusqu'au sacrifice de sa vie : c'est une manière de dire : « je vous soutiens et Boko Haram, vous ne passerez pas par moi ». A travers lui, les citoyens internautes investissent l'espace virtuel pour communiquer ou exprimer par les post facebook, des tweet ou des like leurs émotions, leurs ressentiments et leurs opinions, magnifiant ainsi - leur identification et leur attachement aux localités et aux victimes touchées par les actions du groupe jihadiste, en témoigne le changement des photos de profil des internautes par les couleurs du drapeau national, frappées par des messages, tel « je suis Kolofata », « je suis Maroua », « je suis Amchidé », « je suis Limani », « Hommage aux victimes de Boko Haram », ou par une bougie aux couleurs nationales ou sur fond de drapeau national « vert-rouge-jaune » pour commémorer en dépit de la distance, le drame vécu par les frères ; - leur rejet de l'altérité répulsive « je ne suis pas Boko Haram », « Boko Haram Stop » par la participation active au sein des communautés virtuelles (Proulx et Latzko-Toth, 2000, p. 99-122) de sociabilité et d'identification face à un ennemi public, qui sont autant d'arènes de compétition virtuelle entre les citoyens internautes et les diasporas numériques camerounaises dans l'affirmation de leur anti-jihadisme. L'on dénombre plus d'une cinquantaine de communautés virtuelles d'identification face à Boko Haram dont les plus significatives sont : « Boko Haram tu ne nous peux pas communauté » avec 13700 like, « non à Boko Haram communauté » avec 9103 like, « Elan de solidarité pour nos valeureux soldats au front contre Boko Haram communauté » avec 6464 like, et « mobilisation contre la nébuleuse Boko Haram communauté » avec 913 like.

La solidarité d'engagement politique, qui prend la forme de la solidarité de sensibilisation, de la solidarité conjuratrice de l'ennemi interne ou de la solidarité engagement intellectuel.

la solidarité de sensibilisation, par laquelle les leaders d'opinion et les élites conscients de leur rôle d'aiguilleur et d'éveilleur des consciences, de construction du sens et des édifices cognitifs sociopolitiques, économiques et culturels complètent et accompagnent les autorités de la République, par leurs prises de position communicationnels médiatisés⁵⁷, dans l'éducation, la sensibilisation et la mobilisation des populations autour de la nécessité du soutien de tous, au-delà des clivages et des différences, au gouvernement et aux institutions de l'Etat, et du bien-fondé d'un combat juste et historique.

⁵⁷ Elles prennent la forme de l'organisation des messes, des journées de prière et des journées d'éducation.

La solidarité conjuratrice de l'ennemi interne est issue de la constitution d'un jeu politique au lendemain de la déclaration de guerre du Chef de l'Etat camerounais au groupe Boko Haram. Les motions de soutien adressées au Chef de l'Etat, Paul Biya, par les élites de diverses régions du pays pour marquer leur solidarité à la guerre contre le groupe jihadiste, ont pour principal objectif, au mieux, de réaliser l'union sacrée autour de ce combat présenté comme nécessaire, et au pire de conjurer le potentiel ennemi interne en le poussant subtilement et stratégiquement à manifester sa loyauté à l'égard des institutions et de son pays, comme il serait périlleux de se dévoiler en pareille circonstance contre celui-ci. L'une des plus significatives des motions de soutien des forces vives fut : l'« Appel de la Lékié pour une guerre totale contre la secte islamiste et étrangère et ses complices au Cameroun » signé à Obala, le 31 août 2014, sous la conduite du Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Henri Eyebe Ayissi. Celle-ci se structure autour de « trois fois non »⁵⁸ en réaction à la théorie du complot évoqué précédemment à l'Assemblée nationale du Cameroun, par son président Cavaye Yéguié Djibril : « beaucoup [de complices de Boko Haram] sont parmi nous »⁵⁹. Cette forme de solidarité conjuratrice de l'ennemi interne a été décriée pour sa possible instrumentalisation à des fins personnelles par les élites⁶⁰ et son caractère dangereux dans une conjoncture critique. D'ailleurs, l'« Appel de la Lékié » a été qualifié de l'« Appel des pyromanes de la Lékié » par le Rassemblement de la Jeunesse Camerounaise (RJC).

La solidarité-engagement intellectuel découle de la participation du champ universitaire à la réflexion sur l'analyse des menaces et la recherche des moyens et solutions efficaces pour éradiquer le groupe Boko Haram. Cette contribution est apparue comme une forme de participation citoyenne des universitaires à l'effort de guerre. L'Université de Yaoundé II a organisé une équipe thématique de recherche sur « La sécurité transfrontalière du Cameroun »⁶¹ et un colloque sur le thème « Droits internationaux, droits nationaux et lutte

⁵⁸ Les 3 Non : « non » à la secte islamique Boko Haram, à l'incitation à la guerre des religions entre chrétiens et musulmans ; « non » aux prétendus complices de Boko Haram, qui veulent inciter à la partition du terrorisme ; « non » à une tentative de déstabilisation du pays par les puissances étrangères avec la complicité interne à l'Extrême-Nord du pays.

⁵⁹ Extrait de l'allocution d'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée nationale, le 11 juin 2014, à l'hémicycle du palais des verres de Ngoa-Ekele.

⁶⁰ Voir la réaction du Président de l'Association des étudiants de la Lékié, Marc Ateba Obama, le 5 septembre 2014, sur <http://rjcpatriote.centerblog.net/1766-appel-des-pyromanes-de-la-lekie>, consulté le 15 mars 2018.

⁶¹ Voir le Policy brief intitulé « Pour une stratégie nationale, globale et intégrée de sécurisation des frontières comme passage obligé de la stabilité politique et du développement du Cameroun », Avril 2016, envoyé au Gouvernement camerounais par l'Université de Yaoundé II.

contre le terrorisme en Afrique »⁶². A cela, on peut également le colloque intitulé « Synergie populations-forces de défense dans la lutte contre le terrorisme au Cameroun »⁶³. Toutefois l'engagement intellectuel n'est pas seulement venu du côté des universitaires, il l'a aussi été du côté des artistes musiciens qui ont œuvré sans relâche par leurs chansons diffusés sur les réseaux sociaux, notamment You Tube, parfois avec accès libre : « Boko Haram », « I'm not Boko Haram », « Combattons Boko Haram », « The patriote. Je suis », « Je suis patriote, le Cameroun d'abord », à la conscientisation et à la sensibilisation des populations sur la menace que constitue le groupe jihadiste et sur l'urgence d'une union sacrée pour résister et vaincre cet ennemi commun. L'engagement intellectuel des artistes a permis de faire de la musique, une arme de combat (Pieslak, 2009) conséquente dans la « guerre communicationnelle » contre Boko Haram. Mais comme tout engagement intellectuel, la chanson, en adoptant le registre de la dérision politique, n'a pas manqué de faire le procès de la gouvernance politique en Afrique. C'est le cas du titre « motion de soutien » de l'artiste camerounais Valsero, qui tout s'inscrivant dans la dynamique de la mobilisation contre Boko Haram, n'en pose pas moins la thèse de l'opacité des systèmes politiques africains qui favorise la formation des groupes jihadistes. La controverse autour du statut d'acteur de Boko Haram tient non pas seulement aux représentations et perceptions que l'on se fait d'une réalité qu'on veut prévenir, mais aussi à un acteur qui se révèle, au final, contradictoire dans l'atteinte de ses objectifs.

B. Boko Haram, un acteur contradictoire dans l'atteinte de ses objectifs

Engagé dans une logique d'imposition de son influence dans l'espace CBLT, le groupe s'est fixé des objectifs à atteindre, avec en priorité, construire un espace d'influence et y diffuser son idéologie. A cet effet, au-delà des éléments cognitifs qu'il a en commun avec l'idéologie salafiste, la particularité du salafisme-jihadiste chez Boko Haram, c'est d'avoir su s'approprier un référentiel (Muller, 2009, p. 63), entendu comme une vision du monde et de l'islam, qu'elle s'est empressée d'ériger en substrat de son identité, à savoir son hostilité à l'égard de l'influence de l'Occident ou de la modernité occidentale dans la région et son acharnement à rétablir l'orthodoxie religieuse en purifier l'islam des pratiques maléfiques et mystiques. Cependant, à l'expérience, l'anti-occidentalisme identitaire qui a permis de faire du rejet de la modernité occidentale, le trait caractéristique et distinctif de ce groupe jihadiste

⁶² Colloque tenu du 08 au 10 juin 2015 à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun organisé par le Département de Droit international de cet établissement de l'Université de Yaoundé II.

⁶³ Organisé conjointement du 3 au 5 mai 2015 à Yaoundé par l'Ecole Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé (ESIG) et l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES).

s'est révélé être un marché de dupes ; il en est de même l'anti-confrérisme idéologique ou l'anti-maraboutisme idéologique. Le pragmatisme de la « guerre mondiale discriminatoire de Boko Haram a permis d'observer des sons de cloches dissonants entre les valeurs promues et les moyens utilisés.

Le rejet de la modernité occidentale, un marché de dupes

L'islamisme est l'utilisation politique de l'islam mobilisé en réaction à la « westernization » considérée comme agressive à l'égard de l'identité nationale et religieuse, réaction perçue comme une protestation antimoderne (Etienne, 2003, p. 46). Dès ses débuts, Boko Haram affiche son opposition à l'éducation occidentale et préconise de rompre tous liens avec l'État laïc. Emblématique de la xénophobie salafiste, le repli du groupe sous l'emprise de la loi islamique représentait un retrait d'une occidentalisation porteuse des valeurs erronées : la débauche, l'homosexualité pour les beaux-arts, l'usure, le profit et la création de pénuries artificielles pour les écoles de commerce, l'emploi d'engrais, la dégradation de l'environnement et la maltraitance des animaux pour les lycées agricoles, la ségrégation sociale pour les urbanistes, les expérimentations chimiques et le mépris des soins spirituels pour les facultés de médecine et de psychologie, etc. (de Montclos, 2012, p. 9) et une forme de *hijra* (refuge) pour maintenir la pureté religieuse. Le principal reproche fait à la modernité occidentale, c'est d'avoir réussi à construire et à pérenniser un développement inégal à l'échelle des régions des Etats de l'espace CBLT et bâti un modèle éducatif trop orienté sur la mesure de la performance des apprenants dans une logique de formatage et de préparation à l'insertion dans une économie marchande capitaliste.

Le salafisme de Boko Haram se veut donc à l'origine un courant de pensée anticolonial et anti-occidental ; c'est la raison pour laquelle les kidnappings, des tueries, des destructions d'édifices publics et militaires sont perpétrés tout le temps comme pour rappeler que Boko Haram tient à éliminer tout ce qui est en rapport avec l'éducation occidentale. Toutefois, une analyse rigoureuse du rejet de la modernité occidentale par le groupe doit se prémunir de quelques réserves au risque d'entériner la thèse de l'anti-occidentalisme de Boko Haram comme un marché de dupes. En effet, ce rejet n'est qu'apparent si l'on s'en tient à la quasi-séduction qu'exercent les prouesses des découvertes scientifiques et techniques sur la stratégie et la tactique de guerre des jihadistes. D'ailleurs, Mohammed Yusuf ne s'en est pas privé et n'a non plus interdit à ses fidèles de jouir desdites prouesses. Comme le montre de Montclos,

Yusuf était « *un homme d'affaires avisé, qui utilisait des ordinateurs et avait investi dans le commerce des voitures. Au moment de son arrestation en 2009, il portait un jean, une montre de luxe et un téléphone portable, autant de signes de richesse et de modernité [...]. Deux de ses enfants auraient par ailleurs été scolarisés au collège Al-Kanemi de Maiduguri, un établissement public* ». (2012, p. 6).

L'anti-occidentalisme de Boko Haram est un marché de dupes en raison des contradictions que le groupe jihadiste soulève dans son art et sa stratégie de guerre, en maniant avec dextérité et panache les outils et moyens de la modernité occidentale. L'originalité de la guerre de Boko Haram est d'avoir réussi à aller au-delà de la fonction historique de la guerre, la domination/soumission, pouvant aller jusqu'à l'anéantissement de l'altérité politique (Schmitt, 1992), et de prendre au sérieux à travers la communication, l'autre fonction qui est de créer l'équilibre, en tentant de mettre en lumière la puissance des jihadistes et leur capacité de brutalisation des sociétés (Mosse, 2015) et mêmes des forces censées les protéger.

La « guerre communicationnelle » participe donc de l'investissement stratégique de l'espace public, en particulier l'espace virtuel, par les groupes jihadistes afin de montrer leur capacité de nuisance ou de séduction, leur vision du monde, leur intransigeance à l'égard de l'altérité et des partisans modérés de l'islam. Les moyens prisés par le groupe pour atteindre ses objectifs se regroupent en deux catégories : les médias et les hors médias. Les médias en l'occurrence Télé, radio, affiches, tracts, flyers, CD et DVD, clés USB, internet et les réseaux sociaux constituent les vecteurs privilégiés de la diffusion des idées et messages du groupe au grand public. Chacun de ces médias jouant un rôle spécifique en fonction du but et des cibles à atteindre dans la galaxie communicationnelle. Les prémices de la stratégie de communication de Boko Haram, se trouve dans la mise à disposition du public du livre de Mohammed Yusuf, *Hazihi aqeedatun wa minhaju da'awatuna* (This is our believe and method of call), considéré comme le « Mein Kampf »⁶⁴ de tout « bokoharamien ». Les CD et les DVD ont connu un franc succès dans le projet de réislamisation de la société nigériane (Apard, 2015, p. 137), parce qu'il s'agit des médias faciles à entrer en possession (Sounaye, 2011), via les téléphones portables, les réseaux sociaux, de portée locale, nationale et internationale dont Shekau lui-même, faisait la promotion, pour diffuser ses prêches ou sermons (Apard, 2015, p. 58). Conscient également de la capacité d'information des médias tels que la télé, la radio et la presse, et de leur possible usage à des fins de propagande, Boko

⁶⁴ Livre d'Adolf Hitler cité par *Le Nouvel Observateur*, n° 2643, du 2 au 8 juillet 2015, p. 53.

Haram s'est doté d'une branche médiatique *al urwa al wuthqa* (Lance la plus solide) et d'une radio FM qui émettait depuis son quartier général dans la forêt de Sambisa (Mane, 2016, p. 32). Par ailleurs, certains médias s'imposent volontairement ou involontairement aux téléspectateurs et auditeurs comme de puissants relais de transmission des actes de grande portée du groupe. Des médias comme l'*Agence France Presse* (AFP) et le *Sahara Reporters* semblent se donner à voir comme les principaux diffuseurs des actes et des vidéos du groupe, laissant supputer des liens confus avec ceux-ci (FIDH, 2015, p. 12). L'attrait paradoxal pour la modernité occidentale concerne aussi les nouveaux médias, notamment les technologies de l'information et de la communication (TIC), utilisés ici comme des puissants moyens d'influence et de recrutement pour le groupe. D'autant plus l'une des finalités de la guerre mondiale discriminatoire des groupes jihadistes n'est pas toujours de tuer l'ennemi, mais davantage de conquérir et de gagner les cœurs, élargissant par là même la communauté des réservistes du jihad. En s'inspirant de Limore Yagal, il est possible de soutenir qu'Internet est devenu « *un outil international de communication très précieux pour les terroristes, toutes tendances confondues* » (2002, p. 8), une sorte de CNN des pauvres qui leur permet « *de diffuser l'information à des coûts quasi nuls vers des millions de personnes simultanément* » (*Ibid*, p. 46).

L'intégration des technologies digitales dans ses activités de propagande permet aux groupes jihadistes de doter des outils de marketing direct tel que l'e-mail : nigjihadist@yahoo.fr, qui leur permet de rester en réseau, et des outils du marketing social tels *youtube* utilisé pour la première fois en 2010 par Abubakar Shekau ; des *blocs* comme <http://yusufislamebrothers.blogspot.fr>, dans lequel le groupe est suspecté d'avoir lancé un

« call to service » et fait l'éloge de Alh Mohammed Manga ayant effectué le premier attentat suicide du groupe à Abuja en 2011 ; ou la plateforme de mise en ligne des vidéos, *Senvid* (Mane, 2016, p. 32). Des vidéos de parades militaires pour démontrer la puissance de feu du groupe, en passant par des séances d'entraînement, des attaques à l'instar des vidéos sur la chute de Gwosa qui montrent les militaires nigériens déposer les armes et traverser à quatre pattes la frontière en direction du Cameroun, aux vidéos d'exécution de prisonniers qui restent difficiles à prouver, mais dont les images circulent de téléphones en téléphones, les TIC et les réseaux sociaux sont mis à contribution pour séduire ou terroriser. Notons également qu'à ses débuts, avant d'entrer en clandestinité, le groupe pratiquait le « Street marketing » ou « marketing de rue », stratégie qui permettait à ses prêches de toucher la cible dans son

environnement, c'est-à-dire de créer une certaine proximité entre Yusuf et la population, première victime des inégalités qu'il dénonçait.

Les innovations guerrières (Seignobos, 2014) dans la guerre mondiale discriminatoire de type jihadiste ne concernent pas seulement le champ de la communication ; elles touchent également aux moyens de la guerre technologique ou de masse. Des machettes et des bombes artisanales à l'origine, le matériel de combat et les techniques de guerre du groupe vont se moderniser avec l'internationalisation du groupe, le développement du trafic d'armes provenant en grande partie de la désintégration de la Libye, et des armes sophistiquées de fabrications diverses, récupérées aux forces de défense et de sécurité du Nigeria et de la région au cours des batailles décisives. Les moyens de combat et de locomotion (motos, pick-up, etc.) sont des purs produits de la modernité occidentale qui ont permis au groupe jihadiste, de transformer certaines phases de l'affrontement avec les forces armées des Etats du BLT, de la guerre asymétrique à la guerre symétrique. Christian Seignobos souligne à cet effet que, les motos chinoises ou japonaises surnommées « motos BH », considérées comme des moyens de locomotion les plus prisés par les jihadistes, en raison de leur extrême agilité dans la savane, leur faible capacité de consommation de carburant, leur capacité de transporter plusieurs personnes, sont un outil de développement de la délinquance armée (2014, p. 159). Le réajustement des techniques de guerre et la possession des armes sophistiquées permettent de banaliser la campagne de rejet de la modernité occidentale entretenue par le groupe et d'inscrire les limites de son discours dans le pragmatisme de l'acteur politique : « en politique, qu'importent les moyens, seule la fin compte ».

Les sons de cloches dissonants entre les valeurs promues et les moyens utilisés

La controverse autour du statut d'acteur de Boko Haram est également provoquée par les contradictions observées entre les valeurs promues par ce groupe jihadiste et les moyens utilisés par celui-ci pour y parvenir. Le réalisme de la guerre civile mondiale des groupes jihadistes contre les Etats modernes dévoile des atomes crochus entre terrorisme jihadiste et criminalité organisée et commande un pragmatisme de l'art guerrier chez ces groupes qui se situe entre orthodoxie religieuse et survivance d'un art maraboutique de la guerre.

Les atomes crochus entre terrorisme jihadiste et criminalité organisée

Avec la mondialisation, l'histoire criminelle est en passe de devenir une part essentielle de l'histoire du pouvoir (Gayraud, 2017). La criminalité organisée est paradoxalement en passe de devenir un moyen essentiel de la guerre civile discriminatoire des groupes jihadistes. Dès lors, le terrorisme jihadiste peut-il être assimilé à la criminalité organisée ? Le débat ouvert reste loin d'être tranché. La confusion entre ces deux formes distinctes de crime est entretenue autant par les médias que par la littérature savante (Sageman, 2002 ; Kenney, 2003 ; Zanini et Edwards, 2001). En faisant nôtre la démarche adoptée par Leman-Langlois (2007), il s'agit de suivre Aristote afin de re-« sculpter la nature aux joints » plutôt que de s'arrêter à des similitudes accidentelles. Les difficultés à définir le terrorisme et à mieux cerner le concept de criminalité organisée amènent à tenir la différence entre les deux modalités de criminalisation de la société sur leur motif : imposer une idéologie politique et/ou religieuse pour le terrorisme jihadiste et rechercher un profit illicite pour la criminalité organisée. Les différences conceptuelles tendent à s'effacer dans la conduite du jihad. Les interactions entre ces deux univers sont un phénomène relativement récent, et peuvent être tracées à partir des années 1980⁶⁵. La Drug Enforcement Administration (DEA) estime par exemple que 60% des groupes qualifiés de terroristes ont aujourd'hui un lien avec le trafic de drogue. Ainsi en est-il des talibans et l'Opium en Afghanistan, des groupes jihadistes et la cocaïne ou l'héroïne dans le Sahel. Ces collusions entre la criminalité organisée et le terrorisme ont été prises en compte par les instances internationales comme le montre la déclaration 1373 du 28 septembre 2001 de l'ONU dans laquelle elle « *note avec préoccupation les liens étroits existant entre le terrorisme international et la criminalité transnationale organisée, souligne qu'il convient de renforcer la coordination des efforts accomplis (...) afin de renforcer une action mondiale face à ce grave problème et à la lourde menace qu'il fait peser sur la sécurité internationale* ».

Le brouillage du clivage entre terrorisme jihadiste et criminalité organisée a conduit certains à conclure à l'émergence d'organisations hybrides, pour signifier un bouleversement complet de la scène des violences tant politiques que prédatrices (Gayraud, 2017). La figure nouvelle du criminel global qui se présente sous l'aspect plus « noble » du groupe jihadiste fervent défenseur des valeurs de bonne gouvernance, de justice sociale, de solidarité et de rectitude morale, tend à s'assimiler à la figure du « prédateur » mondialisé, sans s'y confondre à moins

⁶⁵ A titre d'illustration, c'est l'assassinat du Président égyptien Anouar el-Sadate en 1981, par le groupe al-Djihad, avait été financé par le cambriolage des bijouteries coptes ou l'attentat contre le World Trade Center le 26 février 1993, avait été financé par la vente de t-shirt de contrefaçon.

de faire preuve d'étroitesse de vue. Celle-ci consisterait à ne pas ou feindre de ne pas voir l'économie d'échange de la violence prédatrice ou légitimatrice qui, permet aux jihadistes de bénéficier des retombées de la prédation et aux criminels de droit commun de se parer des atours jihadistes pour opérer. Dans une telle conjoncture, Boko Haram apparaît dans le Bassin du Lac Tchad comme la partie visible d'un iceberg transnational. Il coordonne et abrite en son sein un nombre important de groupes hétéroclites avec des agendas divers : rentiers, opportunistes, politiques, etc. Le groupe semble avoir été rejoint par des groupes criminels et trafiquants de tout genre, notamment les trafiquants d'armes, les coupeurs de route (ou Zarghina), avec lesquels il entretient des relations ambiguës : tantôt de coopération, tantôt de conflit. Des djihadistes gangsters, membres du groupe Boko Haram, sont constamment en interaction avec des gangsters salafisés ; et il arrive que pour renforcer le climat de peur chez les populations pendant leurs opérations, ou agir en toute impunité (Sadatchy, 2014), les coupeurs de route salafisés se fassent passer pour des membres du groupe jihadiste. Ce qui n'est pas sans poser soulever des problèmes d'identité qui se soldent souvent par des confrontations sanglantes entre les membres de Boko Haram et les « usurpateurs de titre de jihadiste ».

Le pragmatisme de l'art guerrier chez Boko Haram : entre orthodoxie religieuse et survivance d'un art maraboutique de la guerre.

L'anti-confrérisme idéologique qui vise à débarrasser l'islam dans l'espace CBLT, des cultes africains locaux, qui lui donnent une obédience « maraboutique » ou « confrérique » est en porte-à-faux avec un certain art maraboutique de la guerre résilient dans la région. Bien qu'ils l'affichent dans leurs divers communiqués, les « *soldats d'Allah* » de Boko Haram s'abstiennent de reposer la puissance de leur combat sur la protection d'Allah, mais exhibent plutôt leur croyance aux forces de l'invisible, en se servant des amulettes comme « bouclier » contre les attaques des forces de défense et de sécurité des Etats de la région. La doctrine stratégique du groupe est assez ambiguë à cet effet, et oscille entre orthodoxie religieuse et survivance d'un art maraboutique de la guerre, longtemps pratiqué par les peuples de la région. Comme l'écrit de Montclos, dans son livre, Mohammed Yusuf condamne explicitement « *la magie, la divination, la prestidigitation, la géomancie, [...] les djinns, les idoles, les amulettes, le recours aux cordelettes* », la sorcellerie, les prétentions à la prophétie et le culte préislamique des ancêtres (2012, p. 14-15). Mais, il approuve « *l'exorcisme légal influencé par le trésor du message prophétique* » et croit à « *la mission [...] du Seigneur des*

mondes à destination de tous les djinns et les hommes ». C'est au nom de cet exorcisme légal, que ce dernier (Yusuf) recourait constamment à la sorcellerie pour envoûter ses fidèles en droguant leur thé.

La mise en ordre de combat des éléments de Boko Haram obéit à la fois à la tactique « de la porteuse inconsciente de la mort » ou à la tactique « du tueur naïf » parfois sans préméditation. Dans la première tactique, des fillettes kamikazes n'ont aucune idée des bombes qu'elles transportent. Un officier supérieur rencontré sur le terrain à l'Extrême-Nord du Cameroun explique « les porteuses inconscientes de la mort » sont « *des jeunes filles démunies à qui les courtiers du groupe jihadiste proposent des sommes d'argent modiques pour aller se balader dans la rue avec un colis dont elles ne connaissent pas le contenu, jusqu'au moment où, quand elles arrivent dans une foule, la bombe est déclenchée à distance* ». Dans la seconde, les « tueurs naïfs » parfois sans préméditation sont « *des kamikazes qui agissent sous l'effet de la drogue* ». Les enfants enrôlés par Boko Haram sont souvent sommés d'aller égorger, sous l'effet des stupéfiants, leurs parents, pour démontrer leur loyauté au groupe, conquérir respect et considération de la part de leurs compères. Les personnes arrêtées avant le déclenchement de l'explosion, s'effondrent ainsi régulièrement durant l'interrogatoire qui suit. Les crises de larmes sont fréquentes sous l'effet du manque ou tout simplement de la reprise de conscience. Dans d'autres cas, plus fréquents au Nigeria et résultant des enlèvements de masse, les fillettes kamikazes « choisissent » de se donner la mort. Exploitées sexuellement, c'est probablement le cas des lycéennes enlevées à Chibok en avril 2014, elles voient dans la mort une issue à leur calvaire. A l'image des Shebab somaliens, pirates la nuit, criminels de droits communs le jour et/ou combattants islamistes, salafistes djihadistes adeptes de la charia, etc., les partisans de Boko Haram sont officiellement combattants islamistes et jihadistes, et officieusement piliers importants du banditisme transfrontalier, c'est-à-dire alliés des réseaux criminels locaux.

Conclusion

L'analyse des groupes jihadistes, dont Boko Haram dans le BLT, comme acteur des relations internationales confirme notre hypothèse selon laquelle la controverse autour du statut d'acteur de Boko Haram est moins une question de capacité d'influence qu'un travail cognitif d'étiquetage et de stigmatisation né de l'interaction entre les acteurs du BLT et ce groupe jihadiste, étiquette et stigmatisme légitimant la tentative de bannissement, d'éradication voire de

gommage de sa réalité par ceux-ci. Elle réhabilite et renouvelle à la fois le débat houleux et riche sur l'irruption de « nouveaux » acteurs en général, et de cet « acteur controversé » en particulier, sur la scène internationale, en suggérant d'aller au-delà de l'exhortation à prendre acte de l'intrusion de ces derniers dans le jeu interétatique classique (Badie, 2008). Elle s'appesantit sur la concurrence qualifiante ou habilitante pour les groupes jihadistes, notamment Boko Haram, et les ressorts de sa disqualification matérielle et symbolique par les acteurs dominants du BLT. Il ressort de cette analyse quelques leçons dignes d'enseignements :

Les groupes jihadistes se distinguent des groupes terroristes, puisque si ces groupes ont en commun à des degrés divers, l'acte terroriste et la cause mobilisatrice, les premiers se démarquent par deux choses : la place même discutable de l'idéologie religieuse dans leur combat alimentant l'extrémisme violent ; et l'inscription dans l'horizon d'attente d'une « terre de l'islam » sur les décombres ou la décomposition des territoires étatiques existants et leur acharnement à y conquérir le pouvoir, à l'y exercer conformément à la Charia. Précision faite, serait-il possible de mettre sous le même palier, les jihadistes de Boko Haram avec les leaders de l'UPC considérés pendant la guerre du Cameroun (Deltombe, 2016) comme les terroristes et célébrés aujourd'hui comme des héros nationaux ; ou en considérant l'actualité récente, les jihadistes de Boko Haram avec les « sécessionnistes » anglophones des régions du Nord-ouest ou du Sud-ouest du Cameroun ?

Les groupes jihadistes présentées comme des « phénomènes nouveaux » pourraient être lus à partir du paradigme toquevillien de la « continuité-discontinuité ». Ils participent de « l'illusion de la mode », c'est-à-dire l'illusion qu'un objet à la mode produit chez les amateurs et les spécialistes, celui « de l'attrait et de l'éclat aveuglant, du tout est nouveau ». La nouveauté étant entretenue par une industrie momentanément prospère de production du modèle, par l'effet boumerang des commandes des citoyens en quête de style ou de tendance de l'heure et l'effet de contagion du modèle à la mode. Pourtant, l'analyse dévoile pour ce qui est de l'appréhension des groupes jihadistes, qu'« on produit du nouveau avec les reliques de l'ancien ».

L'irruption des groupes jihadistes sur la scène internationale dont Boko Haram dans le BLT, est à l'origine de nombreux ajustements stratégiques et sociaux de la part des acteurs dominants ; et invite à une relecture de la notion de guerre contre le terrorisme « war on

terror », en la débarrassant du « complexe du puissant », pour envisager la possibilité pour des acteurs libres de souveraineté comme des groupes jihadistes de « décider de l'exception ». La guerre mondiale discriminatoire de style jihadiste atteste de la capacité des groupes jihadistes de dresser une frange de la population des Etats du monde contre leurs propres gouvernements. La guerre conventionnelle reléguée au second, cède la place à la guerre individualisée dans l'espace virtuel contre les valeurs et la culture de la société moderne, l'objectif mutant du jihad étant de conquérir la foi du maximum des citoyens pour les préparer à la guerre asymétrique contre leur propre communauté.

Le champ des relations internationales comme tout champ social n'échappe pas à la concurrence existentielle entre entités dont certains du fait de leur antériorité et du caractère hégémonique de leurs valeurs, de leur culture et de leurs fonctions, n'entendent pas marchander à n'importe quel prix le statut d'acteur dans lequel la veine hobbesienne les a installé et conforté. Il en découle une configuration internationale de « guerre identitaire » qui va au-delà de la « guerre pour la reconnaissance », pour engager des rapports de force matériels et surtout symboliques entre les acteurs dominants ou les communautés épistémiques qui s'en réclament et les « autres », notamment les groupes déviants, au sujet de l'acceptation de ces derniers dans le concert des acteurs de la scène internationale.

Toutefois, le débat autour du statut d'acteur des groupes jihadistes sur la scène internationale interpelle à plus d'un titre. D'abord, il transcende le problème de leur reconnaissance par les acteurs dominants. Puis, le processus qui mène à la reconnaissance d'un acteur n'est pas partout toujours consensuel. Ensuite, le statut d'acteur des relations internationales évolue et semble attentif au phénomène de la palingénésie, en témoigne le débat sur l'après Etat-Nation (Habermas, 2017). Enfin, ces groupes occupent notre actualité et préoccupent nos agendas divers. Ils démontrent leur capacité de résilience et de régénérescence. Peut-être faut-il s'arrêter sur la pertinence des réponses déployées pour lutter contre ceux-ci. Dès lors, gagner la guerre contre les groupes jihadistes consistera d'abord à venir à bout des contradictions de l'Etat moderne et de l'économie capitalisme largement relayés par des penseurs contemporains pourtant très adulés mais dont les œuvres titanesques et « romanesques » sont aujourd'hui conservées comme des objets d'art précieux et « hors de prix » dans les célèbres musées du « Prix Nobel » et des autres distinctions académiques et scientifiques.

Bibliographie

- Achcar, G. (2002). *Le choc des barbaries. Terrorisme et désordre mondial*. Bruxelles : Editions Complexe.
- Agamben, G. (2015). *La Guerre civile. Pour une théorie politique de la « stasis »*. Paris : Seuil, coll. « Points Essais » (inédit).
- Anderson, L., Snow, D.A. (2001). L'exclusion sociale et le soi : une perspective d'interactionnisme symbolique. *Sociologie et sociétés*. 33. 2. 13-27.
- Apard, E. (2015). Les mots de Boko Haram. Décryptage de discours de Mohammed Yusuf et d'Abubakar Shekau. *Afrique contemporaine*. 255. 3. 43-74.
- Apard, E. (2015). Boko Haram. Jihad en vidéo. *Politique africaine*. 138. 2. 135-162.
- Baczko, A., Dorronsoro, G. (2017). Pour une approche sociologique des guerres civiles. *Revue française de science politique*. 67. 2. 309-327.
- Badie, B. (2008). *Le diplomate et l'intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*. Paris : Fayard.
- Badie, B. (2014). *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*. Paris : Odile Jacob.
- Badie, B. (2016). *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'« ordre international »*. Paris : La Découverte.
- Badie, B., Vidal, D. (dir.). (2016). *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*. Paris : La Découverte.
- Badjeck, D. (2004). « Analyse du dossier », in *Lutte contre Boko Haram. La guerre totale*, Le dossier de la rédaction, *Honneur et Fidélité*, Edition spéciale, décembre.
- Balzacq, T. (2016). *Théories de la sécurité. Les approches critiques*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Banque Mondiale. (2014). Réexaminer les sources de la croissance. La qualité de l'éducation de base. *Cahiers économiques du Cameroun*. 7.
- Barkin, S.J. (2003). Realist Constructivism. *International Studies Review*. 5. 325-342.
- Baud, J. (2009). *Djihad, L'asymétrie entre fanatisme et incompréhension*. Paris : Lavauzelle.

- Bauman, Z. (2017). *La vie liquide*. Paris : Fayard.
- Bayart, J-F. (2004). *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*. Paris : Fayard.
- Becker, H. S. (1985). *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris : Edition Métailié.
- Benmessaoud Tredano, A. (2016). *DAECH. Le barbare et le civilisé*. Rabat : El Maarif Al Jadida.
- Bert, J-F. (2016). *Introduction à Michel Foucault*. Paris : La Découverte.
- Bettati, M. (2013). *Le terrorisme. Les voies de la coopération internationale*. Paris : Odile Jacob.
- Blumer, H. (1969). *Symbolic Interactionism : Perspective and Method*. Englewood Cliffs (N. J.) : Prentice Hall.
- Boko Haram : Splinter group, Ansaru emerges. *The Vanguard*, 1^{er} février 2012.
- Boltanski, L. (1979). Les systèmes de représentation d'un groupe social : les cadres. *Revue française de sociologie*. 20. 4. 631-667.
- Bowen, J.R. (2014). *L'islam, un ennemi idéal*. Paris : Albin Michel.
- Braillard, P., Djalili, M-R. (1988). *Les relations internationales*. Paris : PUF.
- Bretherton, C., Vogler, J. (1999). *The European Union as a Global Actor*. Londres : Routledge.
- Bretherton, C., Vogler, J. (2006). «Conceptualizing actors and actorness». In Bretherton C., Vogler J. (dir.), *The European Union as a Global Actor*. Londres : Routledge, p. 12-36.
- Burgat, F. (2010). *L'islamisme à l'heure d'al-Qaida*. Paris : La Découverte.
- Chaliand, G. (2015). *Une histoire mondiale de la guerre*. Paris : Odile Jacob.
- Chaliand, G. (2017). *Terrorisme et politique*. Paris : CNRS Editions.
- Chomsky, N. (2003). *Le profit avant l'homme*. Paris : Fayard.
- Cilliers, J. (2004). L'Afrique et le terrorisme. *Afrique contemporaine*. De Boeck Supérieur. 209. 1. 81-100.
- Cohen, S. (2004). *La résistance des Etats, les démocraties face aux défis de la mondialisation – L'épreuve des faits*. Paris : Le Seuil.

Conesa, P. (2011). *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*. Paris : Robert Laffont.

Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. (2012). *Rapport de la mission d'évaluation des incidences de la crise libyenne sur la région du Sahel*. 18 janvier.

Constantin, F. (2002). *Les biens publics mondiaux. Un mythe légitimateur pour l'action collective ?* Paris : L'Harmattan.

Corcuff, P. (2002). *La société de verre. Pour une éthique de la fragilité*. Paris : Armand Colin.

Corten, A. (2005). Le mal existe. Religion et néo-conservatisme dans le discours de Georges Bush. *Mots. Les langages du politique*. 79. Mis en ligne le 28 mai 2008, consulté le 21 mars 2018 à 19h.

Deltombe, T., Domergue, M., Tatsitsa, J. (2016). *La guerre du Cameroun. L'invention de la Françafrique*. Paris : La Découverte.

Devin, G. dir. (2009). *Faire la paix. La part des institutions internationales*. Paris : Presses de Sciences po.

Devin, G. dir. (2009). *Les solidarités internationales*. Paris : L'Harmattan.

De Montclos, M.-A. P. (2012). Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? *Questions de recherche*. 40. 1-33.

De Senarclens, P., Rosecrance, R., Badie, B., Hassner, P. (2002). *Débat sur l'Etat virtuel*. Paris : Presses de sciences Po.

De Senarclens, P. (2006). Théories et pratiques des relations internationales depuis la fin de la guerre froide. *Politique étrangère*. 4. 747-759.

De Saint-Victor, J. (2014). *Un pouvoir invisible – Les mafias et la société démocratique (XIXe-XXe)*. Paris : Gallimard.

De Senarclens, P., Ariffin, Y. (2010). *La politique internationale. Théories et enjeux contemporains*, 6^e édition. Paris : Armand Colin.

Devin, G. (2013). Le développement des acteurs non-étatiques. *Questions internationales*. 36. 37-45.

Dubuy, M. (2013). La spécificité de la menace terroriste au Mali : quelles conséquences internationales ? *Civitas Europa*. 31. 2. 35-57.

- Elias, N. et Scotson, J. L. (1997). *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*. Paris : Fayard.
- Etienne, B. (1987). *L'islamisme radical*. Paris : Hachette.
- Etienne, B. (2003). L'islamisme comme idéologie et comme force politique. *Cités*. 14. 2. 45-55.
- Fédération Internationale des Droits de l'homme (FIDH) (2015). Nigeria : les crimes de masse de Boko Haram. Février. Rapport.
- Filiu, J-P. (2011). *La véritable histoire d'Al-Qaida*. Paris : Fayard.
- Fitzi, G., Thouard, D. (2012). Réciprocités sociales. Lectures de Simmel : Présentation. *Sociologie et sociétés*. 44. 2. 5-18.
- Foucault, M. (1994). *Dits et écrits*. Tome 2. Paris : Gallimard.
- Gamson, W. (1961). A Theory of Coalition Formation. *American Sociological Review*. 26. 373-382.
- Garapon, A., Rosenfeld, M. (2016). *Démocraties sous stress. Les défis du terrorisme global*. Paris : PUF.
- Gartenstei-Ross, D. (2009). *The Strategic Challenge of Somalia's Al shabaab dimension of Jihad*.
- Gayraud, J-F., Senat, D. (2002). *Le terrorisme*. Paris : PUF, coll. « Que sais-je ».
- Goffman, E. (1975). *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*. Paris : Les Editions de Minuit.
- Gourdin, P. (2012). Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). *Questions internationales*. 58. 18-20.
- Gourdin, P. (2012). Al Qaida au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace, *Diploweb.com*, consulté le 17 décembre 2017.
- Guibbaud, P. (2014). *Boko Haram. Histoire d'un islamisme sahélien*. Paris : L'Harmattan.
- Guidère, M. (2016). *L'Etat islamique en 100 questions*. Paris : Editions Tallandier.
- Gutiérrez Sanín, F., Wood, E. (2014). Ideology in Civil War : Instrumental Adoption and Beyond. *Journal of Peace Research*. 51. 2. 213-226.
- Habermas, J. (2013). *Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique*. Paris : Fayard.

Hanne, O., Flichy de la Neuville, T. (2014). *L'Etat islamique : anatomie du nouveau Califat*. Paris : Editions Bernard Giovanangeli.

Hassan Kukah, M. (2011). *Religion, Politics and Power in Northern Nigeria*. Ibadan : Spectrum Books Limited.

Hobbes, T. (2006). *Eléments de loi* (1640). Paris : Allia.

Holeindre, J-V. (2014). Carl Schmitt penseur des transformations de la guerre. In Sur, S., *Carl Schmitt. Concepts et usages*. Paris : CNRS Editions. 73-90.

Institut National de la Statistique, INS. (2015). *Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages. Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014*. Yaoundé : Décembre.

Isichei, E. (1987). The Maitatsine Risings in Nigeria 1980-85 : A Revolt of the Disinherited. *Journal of Religion in Africa*. 17. 194-208.

Jupille, J., Caporaso, J. (1998). States, Agency and Rules: The European Union in Global Environmental Politics. In Rhodes, C. dir., *The European Union in the World Community*. Boulder, Colorado : Lynne Rienner.

Kastoryano, R. (2006). Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire. *Revue française de science politique*. 4. 56. 533-553.

Kaul, I. et alii. (1999). *Les biens publics mondiaux. La coopération internationale au XXIème siècle*. Paris : Economica.

Keller, R. (2007). L'analyse de discours comme sociologie de la connaissance. Présentation d'un programme de recherche. *Langage et société*. 120. 2. 55-76.

Keutcheu, J. (2008). L'espace public camerounais à l'épreuve de la construction des réseaux routiers de communication. *Polis/RCSP*. 15. 1&2. 1-28.

Khosrokhavar, F. (2014). *Radicalisation*. Paris : Editions de la Maison des Sciences Humaines.

Kohlmann, E.F. (2009). *Shabaab-Al Mujahideen: Migration and Jihad in the Horn of Africa*. New-York : NEFA Foundation.

Kolb, R. (2005). Mondialisation et droit international. *Relations internationales*. 123. 3. 69-86.

- Koungou, L. (2014). *Boko Haram. Le Cameroun à l'épreuve des menaces*. Paris : L'Harmattan.
- Lacaze, L. (2008). La théorie de l'étiquetage modifiée, ou l' « analyse stigmatique » revisitée. *Nouvelle revue de psychosociologie*. 5. 1. 183-199.
- Laoust, H. (1986). *Le Califat dans la doctrine de Rasid Ridâ. Introduction et notes*. Paris : J. Maisonneuve.
- Laroche, J. (2000). *Politique internationale*, 2^e édition. Paris : L.G.D.J.
- Larroque, A-C. (2014). *Géopolitique des islamismes*. Paris : PUF.
- Lascoumes, P., Le Galès, P. (2004). *Gouverner par les instruments*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Le Bart, C. (1998). *Le discours politique*. Paris : PUF.
- Le Marec, Y. (1993). Relire Thompson [La Formation de la classe ouvrière anglaise, trente ans après]. *Actes de la recherche en sciences sociales*. 100. 73-79.
- Letonturier, E. (2005). Sociologie des réseaux sociaux et psychologie sociale : Tarde, Simmel et Elias. *Hermès, La Revue*. 41. 1. 41-50.
- Lewis, B. (2003). *L'islam en crise*. Paris : Gallimard.
- Lindemann, T. (2008). *Penser la guerre, l'apport constructiviste*. Paris : L'Harmattan.
- Lindemann, T. (2010). *La guerre*. Paris : Armand Colin.
- Lindemann, T., Saada, J. (2012). Les théories de la reconnaissance dans les relations internationales. *Cultures et Conflits*. 87. 7-25.
- Luizard, P-J. (2015). *Le piège de Daech. L'Etat islamique ou le retour de l'Histoire*. Paris : La Découverte.
- Machiavel, N. (1980). *Le Prince et autres textes*. Paris : Gallimard.
- Mandjem, Y. P. (2014). Les institutions militaires face aux situations révolutionnaires dans les Etats arabes et ailleurs en Afrique subsaharienne. *Revue camerounaise de science politique*. 18-19. 1&2. 39-69.
- Mane, S. (2016). *Les musulmans du Cameroun disent non à Boko Haram et au terrorisme*. Ed. Hikmah.

- Markovitz, I.L. (1977). *Power and Class in Africa : An Introduction to Change and Conflict in African Politics*. Englewood Cliffs. N.J. : Prentice-Hall.
- Mens, Y. (2016). *30 Questions pour comprendre les tensions dans le monde musulman*. Paris : Les petits matins.
- Merle, M. (1982). *Sociologie des relations internationales*. 3e édition. Paris : Dalloz.
- Merle, M. (2006). 1978. Le système mondial : réalité et crise. *Politique étrangère*. 4. 801-808.
- Migaux, P. (2008). Le terrorisme islamiste : Idéologies, acteurs et menaces, in Chaliand, G. dir. *Les guerres irrégulières XXe-XXIe siècle*. Paris : Gallimard.
- Monod, J-C. (2016). *Penser l'ennemi, affronter l'exception*. Paris : La Découverte.
- Muller, P. (2009). *Politique publique*. Paris : PUF.
- Njeuma, M.Z. (1989). *Histoire du Cameroun (XIXe s. – début XXe s.)*. Paris : L'Harmattan.
- Njeuma, M.Z., Malaquais, D. (2004). Coopération internationale et transformation du Bassin du Lac Tchad, le cas de la Commission du Bassin du Lac Tchad. *Politique africaine*. 94. 4. 23-41.
- Olinga, A.D. dir. (2017). *Droit international, droits nationaux et lutte contre le terrorisme en Afrique*. Yaoundé : PUCAC.
- Olomjobi, Y. (2013). *Islam and Conflict in Northern Nigeria*. Lagos : Malthouse Press Limited.
- Otayek, R. dir. (1993). *Le radicalisme islamique au sud du Sahara*. Paris : Karthala.
- Ould Mohamedou, M-M. (2005). *Al-Qaida : une guerre non linéaire*. A contrario. 2. 3. 130-170.
- Palier, B., Surel, Y. (2005). Les trois I et l'analyse de l'Etat en action. *Revue française de science politique*. 55. 1. 7-32.
- Papilloud, C. (2004). Trois épreuves de la relation humaine : Georg Simmel et Marcel Mauss, précurseurs de l'interactionnisme critique. *Sociologie et sociétés*. 36. 2. 55-72.
- Pieslak, J. (2009). *Sound Starget : american soldiers and music in the Irak war*. Indiana University Press.
- Ramel, F., Holeindre, J-V. (dir.) (2010). *La fin des guerres majeures ?* Paris : Economica.

- Rawls, J. (2009). *Théorie de la justice*. Paris : Points.
- Richard, Y., Van Hamme, G. (2013). L'Union européenne, un acteur des relations internationales. Etude géographique de l'actorness européenne. *L'Espace géographique*. 1. 15-31.
- Robinson, D. (2010). *Les sociétés musulmanes africaines*. Paris : Karthala.
- Rougier, B. dir. (2008). *Qu'est-ce que le salafisme ?* Paris : PUF.
- Saïbou, I. (2010). *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du Lac Tchad*. Paris : Karthala.
- Schmitt, C. 1988 (1922), *Théologie politique I*, trad. J.-L. Schlegel. Paris : Gallimard (coll. « Bibliothèque des sciences humaines »).
- Seignobos, C. (2014). Boko Haram : innovations guerrières depuis les Monts Mandara. Cosaquerie motorisée et islamisation forcée. *Afrique contemporaine*. 252. 4. 149-169.
- Sen, A. (2000). *Repenser l'inégalité*. Paris : Seuil.
- Sen, A. (2003). *L'économie est une science morale*. Paris : La Découverte.
- Schmitt, C. (1992). *La notion de politique. Théorie du partisan*. Paris : Flammarion.
- Schmitt, C. (2007). *La Guerre civile mondiale. Essais 1953-1973*. Paris : Éditions Ère.
- Sadatchy, P. (2014). BOKO HARAM : un an sous état d'urgence. *Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité*.
- Sifaoui, M. (2010). *Al-Qaida Maghreb islamique. Le groupe terroriste qui menace la France*. Paris : Encre d'Orient.
- Sindjoun, L. (1996). La civilisation internationale des mœurs : éléments pour une sociologie de l'idéalisme structurel dans les relations internationales. *Etudes internationales*. 4. 27. 841-859.
- Sjöstedt, G. (1977). *The External Role of the European Community*. Westmead : Saxon House.
- Sounaye, A. (2011). La « discothèque » islamique : CD et DVD au cœur de la réislamisation nigérienne. *Ethnographiques.org*. n° 22, mai, <http://www.ethnographiques.org>.
- Sur, S. (2013). Acteurs et figurants : le monde s'ennuie. *Questions internationales*. 63. 4-13.

- Tazaghart, A. (2011). *AQMI. Enquête sur les héritiers de Ben Laden au Maghreb et en Europe*, Paris : Picollec.
- Thomas, D. (2005). *Les hommes d'Al Qaïda. Discours et stratégie*. Paris : Editions Michalon.
- Thompson, E.P. (2012). *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Traduit de l'anglais par Dauvé, G., Golaszewski, M. et Thibault, M.-N. Paris : Seuil. coll. « Points ».
- Tran Ngoc, L. (2012). *Boko Haram, Fiche documentaire*, Note d'Analyse du GRIP, 4 octobre. Bruxelles.
- Triaud, J-L. et Kane, O. (1998). *Islam et islamismes au sud du Sahara*. Paris : Karthala et Iremam.
- Tuchscherer, E. (2003). Le décisionnisme de Carl Schmitt : théorie et rhétorique de la guerre. *Mots. Les discours de la guerre*. 73. 25-41.
- Vennesson, P. (2005). Les Etats-Unis et l'Europe face à la guerre. Perceptions et divergences dans l'emploi de la force armée. *Etudes Internationales*. 36. 4. 527-548.
- Vicky, A. (2012). « Aux origines de la secte Boko Haram », *Le Monde diplomatique*, n° 697, avril.
- Virally, M. (1976). Le rôle des organisations internationales dans l'atténuation et le règlement des crises internationales. *Politique étrangère*. 6. 529-562.
- Ward, M.D. (1982). *Research Gaps in Alliance Dynamics*. Denver : University of Denver.
- Wendt, A. (1992). Anarchy is What State Make of It : The Social Construction of Power Politics. *International Organization*. 46. 2. 394-397.
- Yagal, L. (2002). *Terroristes et Internet. La Cyberguerre*. Montréal : Trait d'union.
- Ytzhak, K. (1991). A Theory of Strategic Culture. *Comparative Strategy*. 10. 1.
- Yusuf, M. (2005). *This is our Faith and our Da'wa*. Maiduguri : Al Farba. (Livre à compte d'auteur, interdit à la vente).
- Zeltner, J.-C. (1997). *Les pays du Tchad et la montée des périls 1795-1850*. Paris : L'Harmattan.
- Zenn, J. (2013). Boko Haram's international connections. Retrieved from [http : beegeagle.Wordpress.com/2013/01/15-international-connections-jacob-zenn-west-point-combatting-terrorism-centrejamestown-foundation/](http://beegeagle.Wordpress.com/2013/01/15-international-connections-jacob-zenn-west-point-combatting-terrorism-centrejamestown-foundation/).